

ENCOURAGEZ NOS ANNONCEURS

Ceux qui n'annoncent pas dans votre journal ne désirent pas votre clientèle. Ne les forcez pas à l'accepter.

The Labor World



Le Monde Ouvrier

PATRONIZE OUR ADVERTISERS

Merchants who do not advertise in your paper do not want your trade. Do not force it on them.

Rédaction et administration: 9 et 11 rue Saint-Paul Ouest.

"INSTRUIRE ET AMELIORER"

Téléphone: Main 1698 — Le numéro: CINQ SOUS PARTOUT

"...E pur si muove"

Notre article du 31 mars, "Divergence d'opinions", nous a valu de recevoir une lettre d'un de nos lecteurs assidus qui, malheureusement, garde l'anonymat. En la lisant, nous n'avons pu nous empêcher de penser à Galilée, qui avait osé prétendre que la terre tourne, et qui eut les terribles conséquences de l'exposition de sa doctrine. Quelque soit sa théorie ait été scientifiquement démontrée exacte, elle fut cependant la source de polémiques ardentes, dans le temps. Les divergences d'opinions ont existé de tous temps. Nous n'en citerons que deux exemples historiques: les théories de Galilée, qui fut condamné à la prison; le rôle de Jeanne d'Arc, condamnée à être brûlée vive par l'évêque Cauchon et qui, de nos jours, est mise au rang des saints.

Notre correspondant écrit: "Si j'ai bien compris votre pensée, dans votre article: 'Divergence d'opinions', vous avez voulu dire, et vous l'avez dit, que les amonitions prenaient part à la direction des syndicats catholiques, ne sont pas aptes à remplir cette fonction, étant donné qu'ils ne connaissent rien de la réalité, mais seulement de la théorie. Vous avez exprimé là une erreur fondamentale..."

Voici la réponse à cette partie de sa lettre: elle est donnée par un amonition, dans le compte rendu d'une fête syndicale catholique, paru dans La Patrie du 26 mars 1923: "M. l'abbé N. Roy, nouvel amonition, indiquant son MANQUE D'EXPERIENCE dans les ORGANISATIONS OUVRIERES, déclara qu'il était étudiant, observait et qu'il ferait tout en son possible pour rendre le plus possible efficace son appel". Notons aussi qu'il y a une différence entre "être apte à remplir une fonction" et "en avoir la compétence".

Notre correspondant cherche ensuite à nous entraîner sur le terrain religieux. Nous ne le suivrons pas sur ce sentier, pour la simple raison que les unions internationales étant des corps économiques purement et simplement n'ont pas à s'occuper des intérêts religieux de leurs membres, et donc n'en parlent jamais. Libre à tous de pratiquer la religion de leur choix. De plus, lorsque les unions internationales furent formées, aucune religion ne s'occupait de l'organisation ouvrière. Ce n'est que pressé par les événements que le clergé s'adressa au pape pour obtenir ses directives. S. S. Léon XIII leur répondit par l'encyclique Rerum Novarum. Les autorités religieuses se lancèrent dans la lutte pour de bon en 1918. Nous ne leur en contestons pas le droit. Nous regrettons qu'elles n'y aient pas songé plus tôt, alors que les ouvriers étaient exploités, laissés à leurs propres ressources, en proie aux pires abus et travaillant individuellement à l'amélioration de leur sort. Les protagonistes du syndicalisme catholique, de nos jours, ne cherchent qu'à s'accaparer le fruit du travail de leurs devanciers, les pionniers du mouvement ouvrier international. On ne voit la naissance d'un syndicat catholique que lorsqu'une union internationale est en difficulté. Survient-il une grève, vite on annonce la convocation des ouvriers de ce métier et on décide (avec les mécontents) de former un syndicat catholique de ce métier. Inutile d'insister, car l'histoire des dernières années est là pour le prouver. Où, je vous le demande, les amonitions ont-ils pris leurs notions sur le mouvement ouvrier? Dans les livres, n'est-ce pas? Il n'en peut être autrement: ceux qui sont fils d'ouvriers ou de cultivateurs ont passé leur jeunesse au collège — et même s'ils ont travaillé durant leurs vacances — ils n'ont pu étudier les problèmes ouvriers dans leur complexité, surtout dans les campagnes, et à cet âge ils ne s'en préoccupaient guère, d'ailleurs le problème social évolue de jour en jour. Ceux qui sont nés de parents riches sont encore plus à plaindre: les problèmes de la classe ouvrière n'ont jamais attiré leur attention. Notre correspondant ne niera pas que la présence d'un amonition au milieu d'ouvriers plus ou moins instruits, travaillant dur toute la journée, faisant leur religion sans discuter ses dogmes et ses lois, n'est pas de nature à intimider ces travailleurs. L'emprise de l'amonition sur ces ouvriers, dans une autre sphère, influence leurs opinions, les intimide, empêche quelques-uns d'exposer leurs vues et en dernier ressort ils passent par les décisions des officiers contrôlés par l'amonition. Si nous contestons leur compétence, nous ne leur nions pas le droit de s'occuper de la classe ouvrière. Le travail d'organisation qu'ils font, en convertissant les masses ouvrières à l'unionisme, profitera tôt ou tard aux unions qui ont été fondées il y a plusieurs décades; la division qu'ils créent ne sera pas profitable aux syndicats catholiques.

Notre correspondant nous parle du syndicalisme de Brunetière, des observations de Le Ploy et de Donozo Cortés. Etant opposés à tout syndicalisme basé sur une religion quelconque, dans notre pays cosmopolite, où les adeptes des différentes religions se conduisent journalièrement, nous ne discuterons pas ses arguments. Il ne faut pas faire pénétrer dans l'atelier les polémiques religieuses. Enfin, nous ne luttons pas contre le clergé, la religion et les amonitions, mais contre le principe d'un syndicalisme qui divise la classe ouvrière d'après une opinion religieuse. Si tous les ouvriers étaient organisés d'après leur religion, ce ne serait plus l'union ouvrière mais la désunion de la classe ouvrière. Plus loin, nous détachons de cette communication:

"Pour ce qui est de la province de Québec, les amonitions doivent être minutieusement choisis pour servir d'intermédiaires entre le Capital et le Travail. L'économie politique a pour but de rendre les peuples heureux et prospères. Or, les syndicats catholiques sont heureux et prospères, malgré qu'ils peuvent recevoir un salaire moindre. Donc leur direction est bonne."

Si les syndicats catholiques sont heureux et prospères, il n'en faut pas conclure que les peuples le sont. Leur direction, dans le sens qu'ils l'entendent, est bonne. C'est logique, s'ils n'en étaient pas satisfaits, ils la jetteraient par-dessus bord.

Quant à la prospérité des syndicats, il ne faut pas s'en étonner. Dame! Rimeur nous en a souvent appris de bonnes à ce sujet, par exemple la subvention des patrons. Ce fut toujours un mystère pour nous, à la constatation du montant des contributions qu'ils perçoivent de leurs membres (fussent-ils aussi nombreux qu'on le prétend), de comprendre comment ils parvenaient à payer les salaires que touchent leurs nombreux officiers. Les syndicats vont même ériger un édifice de \$50,000 — preuve de leur prospérité, n'est-ce pas — pour y réunir leurs diverses sections. C'est un tour de force ou de... magie.

Cependant, nous nous sommes laissé dire que l'argent ne manquait pas dans la caisse des syndicats, parce que patrons, ouvriers — nationaux et internationaux — enfin tous les catholiques y souscrivaient à leur insu, une part des collectes dominicales faites dans les églises étant destinée aux œuvres sociales du diocèse — dont les syndicats catholiques sont la principale.

Notre correspondant, "qui n'a pas de parti pris et cherche la vérité en toute chose", peut écrire aux autorités compétentes des syndicats catholiques afin de leur faire nier ou confirmer ce fait. De la réponse qu'il en recevra — et qui ne manquera sans doute pas de paraître dans les journaux — nous pourrions peut-être dire quelques mots plus tard et lui fournir quelques renseignements complémentaires.

Les ouvriers n'étant ni théologiens, ni sociologues, ni professeurs de morale, mais travaillant à améliorer leurs conditions de travail, ne peuvent ni ne désirent entreprendre de polémiques religieuses. Lors que leurs besoins spirituels sont concernés, ce n'est pas à leurs chefs ouvriers qu'ils s'adressent, mais bien aux ministres de leur religion. Que ceux-ci leur enseignent la morale et ils sauront bien la mettre en pratique partout, à l'atelier comme ailleurs.

E pur si muove — et pourtant elle se meut. En conclusion, nous disons qu'il y a toujours eu et qu'il y aura toujours des divergences d'opinions, et que ce qui est erreur aujourd'hui sera vérité demain. L'avenir nous dira lesquels ont été les plus profitables aux ouvriers, des syndicats catholiques ou des unions internationales, dont font partie la très grande proportion des ouvriers catholiques du Québec.

GUS. FRANCO.

Dans le Monde du Travail

Le chômage au Canada.

Au commencement de février, le coefficient de chômage parmi les membres des trades unions était de 7,8, contre 6,4 au commencement de janvier et 13,9 au commencement de février 1922. La situation de l'emploi, telle qu'indiquée par les rapports des patrons, a accusé à la fin de janvier un recouvrement important des pertes sévères subies dans le mois précédent. Une augmentation d'activité a été signalée dans les industries manufacturières, l'industrie forestière et les houillères, mais on a accusé des pertes dans la construction du bâtiment, les transports et le commerce. Les offices du Service de Placement du Canada ont signalé une augmentation des opérations en comparaison avec le mois précédent.

Le budget familial.

Le coût moyen d'un budget familial hebdomadaire se compose de 29 aliments de consommation générale était de \$10,53 au commencement de février, contre \$10,52 au commencement de janvier, \$10,62 en février 1922, \$14,08 en février 1921, \$16,92 en juin 1920 (le point culminant) et \$7,75 en février 1914. Dans les prix de gros, l'indice était de 224,3 en février, contre 223,0 en janvier, 229,5 en février 1922, 276,1 en février 1921, 356,6 en mai 1920 (le point culminant) et 136,6 en février 1914.

Confits industriels.

La perte de temps causée par les conflits industriels a été moindre en février qu'en janvier, et elle a également été moindre qu'en février 1922. Il y a eu en existence durant le mois 16 conflits, lesquels ont affecté 1,877 travailleurs et ont résulté en une perte de temps de 39,258 journées de travail, contre 52,314 le mois précédent. Deux nouveaux conflits ont commencé en février. Un des nouveaux conflits a été réglé durant le mois. Dans trois autres conflits, les conditions cessèrent d'être affectées. Il restait en existence au commencement de mars 12 conflits affectant 1,354 travailleurs.

Prenez garde.

Une délégation de la "Canadian National Safety League", composée de MM. Tom Moore, W. C. Coulter, Tom Stevenson et R. B. Morley, membres du comité exécutif de l'Association, et de M. J. P. Wyse, gérant général, se sont présentés devant certains membres du Cabinet fédéral et ont présenté une demande d'aide financière afin de permettre à l'organisation de continuer son œuvre. Le Ministre des Finances a promis de prendre en considération leur demande. Subséquemment, une somme de \$25,000 a été inscrite dans le budget de 1923-24 pour les fins de l'organisation.

Un système d'apprentissage.

Le bureau exécutif du "Ontario Provincial Council of Carpenters" a récemment voté une résolution approuvant le principe du système d'apprentissage et exprimant sa disposition à former un comité chargé de s'entendre avec un comité semblable de l'Association canadienne des industries du bâtiment et de la construction pour l'adoption d'un système d'apprentissage propre à donner satisfaction aux deux organisations.

Allocations aux mères.

Depuis la date de la mise en vigueur de l'"Ontario Mothers' Allowance Act", le 1er octobre 1921, le bureau central a refusé d'octroyer l'allocation dans 1,500 cas inéligibles. Les différents bureaux locaux n'ont pas pris note du nombre de demandes reçues.

Inspection des fabriques.

Le Gouvernement de la Colombie-Britannique a récemment nommé Mme W. Mahon, présidente de l'union locale à Vancouver des United Garment Workers of America, inspectrice en vertu des Lois de l'Inspection des fabriques et du salaire minimum. Ses principales fonctions consistent à faire l'inspection des fabriques dans lesquelles des femmes sont employées et examiner les listes de paye de tous les établissements soumis à la Loi du salaire minimum.

Prêts aux étudiants.

Des prêts au montant de \$170,691 ont été avancés en 1922 par le Gouvernement de l'Alberta aux étudiants d'école normale, le nombre d'étudiants ayant bénéficié de ces prêts étant de 661 sur un grand total de 1,546 étudiants de première et deuxième année fréquentant l'école. L'avancement de prêts aux étudiants a été inauguré en 1919, alors qu'une somme de \$28,271 a été avancée par la province et que, sur un total de 600 étudiants fréquentant l'école cette année-là, 145 ont profité de l'arrangement offert. Depuis 1919, une augmentation régulière dans le nombre d'étudiants fréquentant l'école et le nombre de prêts avancés a été enregistré.

Maladies déclarées contagieuses.

Le Conseil provincial d'hygiène de l'Ontario a promulgué des règlements déclarant contagieuses certaines maladies et exigeant que les cas de ces maladies soient portés à la connaissance de l'officier de santé ou du secrétaire du conseil d'hygiène local. Au nombre de ces maladies contagieuses sont l'anthrax et l'actinomycose auxquels sont particulièrement exposés certains groupes d'employés.

Conflit d'opinions.

Un comité a récemment été établi par le Conseil des métiers de Calgary dans le but de formuler certaines objections soulevées par le Conseil contre la nouvelle loi du salaire minimum et d'attirer l'attention du gouvernement provincial sur ce que, à son avis, seraient les effets probables de la loi. Le Conseil est d'opinion que la loi priverait d'emploi beaucoup de jeunes filles et qu'ailleurs le temps n'était pas propice pour les augmentations de salaires qui résulteraient de son application, étant donné que les statistiques publiées dans la Gazette du Travail indiquent une diminution dans le coût de la vie pour l'année dernière.

Enquête dans les imprimeries.

L'Union Typographique Internationale a annoncé que le United States Bureau of Mines se propose de faire l'inspection de six imprimeries commerciales à Pittsburgh et Washington afin de déterminer le contenu métallique de la "Printers' List", une substance qui s'accumule sur les formes et les casses à caractères. Les résultats de l'enquête doivent être soumis au Dr Frederick Hoffman, qui a charge de l'enquête hygiénique nationale entreprise par l'Union dans les métiers de l'imprimerie. Il a été déclaré que la plume due à la poussière existe chez les imprimeurs.

Ecoles d'agriculture.

Quatre écoles d'agriculture d'été pour propriétaires ont fonctionné en 1922 dans l'Ontario. Ces écoles étaient situées à Guelph, Whitby, Monticott et Kemptonville. Cent dix-huit instituteurs et 568 instituteurs ont suivi les cours donnés dans ces écoles. Le total des déboursés pour ces écoles a été de \$43,861.

Salaires des mineurs de charbon.

Les d'une convention conjointe des propriétaires des zones bitumineuses et des United Mine Workers of America, tenue à New-York, en janvier, une résolution a été votée, après la signature des conventions relatives aux salaires pour l'année courante, décidant que le sous-comité conjoint des propriétaires et des mineurs devra se réunir le 8 janvier 1924 afin de préparer une nouvelle convention avant la date d'expiration de la présente convention, qui est le 1er avril 1924.

Abolition des Bourses de Placement.

Le Gouvernement italien a décidé d'abolir le Service national des bourses de placement et de chômage. L'administration de l'assurance de chômage obligatoire sera confiée à la Caisse nationale d'assurance sociale, tandis que le travail général d'assurance de chômage sera transféré au Directeur général du bien-être social, et le travail des bureaux de placement au Directeur général du Travail.

BILLET DE LA SEMAINE

Les Neutres sont exclus

Québec, 11. (Spécial à La Patrie.)

—La Société Saint-Jean-Baptiste de Québec est revenue, hier soir, sur sa décision d'admettre les neutres dans les rangs de la procession de la fête nationale. A une réunion du bureau de direction de la société tenue à l'hôtel de ville, la résolution passée vendredi dernier et ouvrant les rangs de la procession aux unions ouvrières nationales et internationales, a été révoquée. La décision a été prise à la suite d'une déclaration de M. le curé Godbout de Saint-François d'Assises que la partie religieuse de la célébration n'aurait pas lieu dans son église si les neutres étaient admis à y prendre part. La révocation de la résolution antérieure de la société fut votée unanimement, mais après le vote, le trésorier de la société, M. J. Marceau, le commissaire ordonnateur, M. Hubert Moisan, l'assistant vérificateur, M. L. Crépault, et M. L. P. Robitaille, directeur, donnèrent leur démission.

Ainsi, c'est décidé, les membres des unions neutres ne pourront pas prendre part à la célébration de la Saint-Jean-Baptiste, à Québec, cette année. Les réactionnaires à esprit étroit ont une fois de plus remporté victoire; c'est vrai que certaines victoires sont pires que les défaites et celle-ci peut se classer dans cette catégorie.

Ce n'est pas tant la décision à laquelle on est venu le bureau de direction de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec qui nous frappe dans cette affaire; c'est son droit d'admettre ou de refuser qui elle veut dans les rangs de sa procession, mais c'est le geste du curé Godbout qui révolte tant il empêche l'omnipotence et l'autocratie.

Si ce que cette dépêche de Québec nous annonce est vrai, et que la décision du curé Godbout est approuvée par les autorités diocésaines, cette attitude injuste est pleine de conséquences dont on ose à peine entrevoir la profondeur. Elle atteint non seulement les membres des unions internationales, mais aussi des unions nationales ou indépendantes et de toutes les autres sociétés neutres qui comptent dans leurs rangs des non-catholiques; car cet anathème ne peut s'appliquer aux unions ouvrières seules, il vise toutes les autres sociétés de bienfaisance — tels que les Forestiers Indépendants —; les groupements commerciaux et professionnels — tels que les Chambres de Commerce; le barreau, la Chambre des notaires, les Instituts d'architectes, et que sais-je encore. Car toutes comptent dans leurs rangs des non-catholiques, protestants et autres.

Il y a un autre côté de la question qu'on pourrait également soulever et qui fera peut-être un peu plus d'effet sur M. le curé Godbout que d'autres arguments.

Comme corps, les membres des groupes neutres ne peuvent entrer dans l'église de Saint-François d'Assises; c'est bien cela que signifie l'ultimatum du curé Godbout; comme individus, ces mêmes personnes peuvent y entrer en dépit de tous les usages qu'on voudra, et de toutes les colères qu'on fera, du moment que ces membres de groupes neutres sont des catholiques, personne ne peut les empêcher de faire leur religion; comme paroissiens de Saint-François d'Assises ils paient leur dime et M. le curé Godbout n'a aucunement d'objection à la recevoir en espèces sonnantes et trébuchantes.

Ne vous semble-t-il pas que pour être logique, M. le curé Godbout devrait refuser avec indignation la dime que lui paient ses paroissiens qui sont membres de sociétés neutres; ce serait évidemment plus digne de sa part; mais il y a tout à parier qu'il ne le fera pas.

Quoi qu'il en soit, cette attitude intolérante qui place les membres des unions neutres au rancart et les met en quelque sorte au ban de la société — tout comme s'ils étaient des pestiférés et des malhonnêtes gens — n'est pas de nature à aider au règlement de la question sociale ou économique.

M. le curé Godbout, vous n'avez pas craint de semer le vent, ne soyez pas surpris si vous récoltez la tempête.

Le Fusionnement des Unions ouvrières

Le mouvement en faveur de "l'amalgamation" des unions ouvrières est à l'ordre du jour un peu partout. Tout en tenant compte qu'un certain groupe se sert de l'agitation qui se fait autour de cette nouvelle méthode d'organisation pour créer de la dissension dans les rangs; il n'est pas moins vrai qu'une tendance se manifeste de plus en plus vers ce système parmi les pionniers du mouvement trade-unioniste.

Il est incontestable que c'est un pas en avant, aux méthodes industrielles nouvelles, aux tactiques patronales plus agressives, il faut opposer un front uni et plus homogène; pendant trop longtemps des questions de juridiction ont créé la zizanie dans les rangs et ces luttes intestines ont fait un tort considérable.

Pendant que les officiers généraux d'une union ouvrière se chamaillent pour savoir si telle opération, dans un certain métier, tombe sous leur juridiction ou sous celle d'un autre groupe, non seulement le patron en profite pour faire échec à la force économique du Travail Organisé, mais quantité de membres se dégoûtent de ces chicanes et finissent par abandonner complètement leur union ouvrière.

Le fusionnement des divers corps de métiers d'une même industrie obviara dans une grande mesure à ces difficultés, pourvu toutefois qu'on y mette un peu de bonne volonté; le grand danger qui pourrait nuire à ce fusionnement, ce serait le parti pris des corps de métiers plus nombreux à négliger les intérêts des métiers moins forts numériquement et l'emploi de cette force pour obtenir des conditions de travail ou des salaires plus favorables à la majorité au détriment de la minorité.

L'article ci-dessous, que nous puissions dans Le Mouvement Syndical Belge, est d'actualité et démontre bien que ce problème du fusionnement est le même partout:

Les Frontières Syndicales

Nous disions dans notre article du 17 février, que nous essaierions de démontrer la possibilité de délimiter les frontières syndicales et de déterminer, pour chaque catégorie d'ouvriers, à quel syndicat ces derniers doivent appartenir.

Remarquons tout d'abord que nous n'avons aucune prétention à l'innovation. En effet, le sujet qui nous préoccupe a déjà fait l'objet d'une longue et substantielle étude parue dans le Mouvement Syndical Belge, il y a bientôt quatre ans.

En relisant cette étude, nous nous sommes raffermais dans notre conviction que la solution du problème de la délimitation des frontières syndicales réside davantage dans la bonne volonté des individus necepsant la logique des règles, que dans les décisions de congrès desquelles on ne tient malheureusement pas assez compte.

Dans un rapport présenté en mai 1918 à la Fédération générale des Syndicats de la province de Liège, nous disions notamment: "Comment déterminer les limites d'une industrie? A notre avis, elle ne peut se déterminer assez exactement par la connexité des revendications et des intérêts des ouvriers et par l'objet principal de l'exploitation où ils sont occupés."

Il ne faut pas soutenir que le problème est insoluble en disant qu'il est malaisé, sinon impossible de déterminer "où commence et où finit une industrie donnée". C'est ainsi qu'un coupeur de cheveux en quatre se demandait naguère: "Où commence et où finit l'industrie du bois? Est-ce le pépiniériste qui doit en donner la première cellule syndicale ou le bûcheron? Et ces catégories de travailleurs ne relèvent-elles pas plutôt, toutes deux, de la Fédération des "Travailleurs de la terre"? L'exploitation forestière est-elle moins liée à l'industrie agricole qu'à la fabrication des meubles?"

Et, continuant à raisonner par l'absurde, il donnait ce deuxième exemple: "On peut aussi bien se demander si le peintre en équipage devra se syndiquer chez les décorateurs d'habitations ou chez les constructeurs de voitures avec lesquels il travaille. On peut aller plus loin, car dans la carrosserie, on oeuvre le bois et le fer, et le produit fini est destiné au transport!"

Discuter de cette façon, c'est vouloir n'aboutir à rien, sinon à cette autre hérésie de "Syndicat unique!"

Pour notre part, nous persistons à croire que la question n'est pas si compliquée, et si la volonté des camarades s'exerce, non pas dans l'abstrait, mais dans le sens de la réalité, on arriverait à se comprendre sans grande difficulté.

Il ne s'agit pas de se lancer dans des discussions académiques pour rechercher "où commence et où finit une industrie."

A ce compte, on pourrait probablement retrouver du charbon ou du fer à la base de chacune des industries, et s'en prévalant, dire: C'est au Syndicat des Métallurgistes ou à celui des Mineurs que les ouvriers de ces industries doivent appartenir. A moins — car il n'y a pas de limite à l'absurde — que les mineurs ne réclament pour eux seuls le droit d'organiser tous les travailleurs, en se basant sur le fait que le produit qu'ils extraient du sol est également indispensable à tous.

Tenons-nous-en plus simplement à ce que tout le monde peut constater et contrôler, et disons d'abord que le "même syndicat doit grouper tous ceux qui louent leurs bras et leur cerveau dans une même industrie".

Cette formule, que nous reprétons dans un article que nous avons publié dans le Mouvement Syndical Belge du 13 août 1921, concrétise déjà une situation. Et, dans cet article, nous précisions que:

"Les mineurs doivent avoir dans leur organisation les ouvriers du fond, les ma-

nœuvres et les ouvriers des différentes catégories professionnelles occupées à la surface: machinistes, ajusteurs, tourneurs, électriciens, forgerons, etc., en un mot, tous ceux qui sont soumis à la loi sur la pension des mineurs.

Les métallurgistes doivent englober tous les exploités des industries métallurgiques, mécaniques et électriques, qu'ils soient manoeuvres, tourneurs, menuisiers, maçons, bouilliers, dessinateurs, etc.

L'alimentation organisera tous ceux occupés dans l'industrie alimentaire, et notamment tout le personnel indistinctement des coopératives d'alimentation.

Les employés grouperont le personnel des maisons de commerce — à l'exclusion des magasins alimentaires — des banques, des compagnies d'assurances, etc., et ainsi de suite pour toutes les industries bien déterminées."

Nous ajoutons: "Mais il y a des industries mixtes et des groupes de corporations toutes spéciales, ne manquant pas de faire observer. Il y a notamment certaines maisons de commerce, tels que les grands bazars, qui vendent des produits alimentaires en même temps que tous les autres articles de commerce. Qui doit grouper le personnel de ces maisons?"

Dans ce cas, il faut rechercher ce qui constitue la base, l'objet principal de l'exploitation, et pour les grands bazars, il n'y a pas de doute que la vente des produits alimentaires n'est qu'accessoire, et, dans ces conditions, c'est la Centrale des Employés qui doit recevoir tout le personnel de ces établissements."

Nous avons d'ailleurs fait des déclarations identiques au Congrès syndical de 1921 et personne n'en a contesté la justesse.

Enfin, remarquons aussi qu'il y a encore certaines restrictions à faire au sujet d'ouvriers qui "paraissent" devoir être incorporés dans la même industrie et qui sont réclamés tantôt par l'une, tantôt par l'autre de nos organisations.

Dans la construction d'un bâtiment, par exemple, doivent intervenir notamment des plombiers-zingueurs, des serruriers, des électriciens, des monteurs en chauffage, des tailleurs de pierre, etc. Ces ouvriers, syndiqués généralement chez les Métallurgistes et chez les Carriers, doivent-ils être organisés par la Centrale du Bâtiment?"

Jei, nous croyons qu'il est utile de faire une distinction entre les ouvriers qui mettent en oeuvre, dans le bâtiment, des matériaux qu'on leur amène sur place et ceux qui viennent simplement y placer des ferrailles, des serrures et des élingues, des conduites en des pierres qui ont été travaillées et façonnées dans un chantier déterminé. Ces derniers ouvriers sont agglomérés dans des ateliers et ne se trouvent dans le bâtiment que par occasion pour y placer des produits fabriqués ailleurs. Il nous semble qu'il y a là une différence essentielle, et c'est pourquoi nous estimons que, dans ce cas, les plombiers-zingueurs et les autres travailleurs susmentionnés doivent rester affiliés au Syndicat des Métallurgistes, de même que les tailleurs de pierre doivent continuer à être groupés par la Centrale de la Pierre.

Nous pourrions faire les mêmes remarques pour d'autres industries, mais cela nous entraînerait trop loin, et nous avons hâte de conclure.

Nous croyons qu'on pourrait parfaitement s'en tenir aux règles que nous indiquons ci-dessus à titre exemplatif, à moins, bien entendu, qu'on nous en suggère des meilleures et des plus sages.

Nous avons la certitude qu'il est possible de faire disparaître les frictions qui se produisent entre certaines organisations affiliées à la Commission Syndicale. Rappelons, à ce propos, pour finir, deux des directives qui terminaient l'étude de 1919, que nous avons signalé plus haut:

(1) Le fait pour un syndicat d'avoir été le premier à organiser un groupe déterminé de travailleurs ne peut être un titre suffisant pour prétendre conserver ce groupe;

(2) En cas de contestation, les sentiments et l'intérêt, souvent mal compris d'une minorité, doivent céder le pas à l'intérêt général.

Que chacun s'inspire de ces directives et nous sommes convaincus qu'on pourra aisément résoudre les conflits qui existent en matière de délimitation des frontières syndicales.

Prenez la bonne habitude...

—de faire vos achats à nos magasins: vous serez sûrs d'y trouver toujours les marchandises que vous désirez, de les obtenir de premier choix et d'en payer les plus bas prix.



LE MAGASIN DU PEUPLE

RUES STE-CATHERINE, ST-ANDRE ET ST-CHRISTOPHE

LES SPORTSMEN AIMENT LES BONS PLATS

Aussi exigent-ils les viandes de chez

ALFRED RICHARD

BOUCHER

Etaux Nos: 19, 21, 23 — Marché Bonsecours

Téléphone: Main 973-6523

"Fred" est gérant de la plate Dorval

La Feuille Naturelle

du Thé Vert

"SALADA"

a fait la conquête de bien des personnes habituées aux thés verts de la Chine ou du Japon. L'avez-vous jamais essayé?

UNE UNIVERSITE DU TRAVAIL EN FRANCE

C'est sous le nom d'Université du Travail que la commission d'Education et Loisirs instituée par l'Union des Syndicats Confédérés de la Seine élabore un vaste projet d'éducation ouvrière. Ce projet, quelque peu modifié vient d'être adopté à Paris le 22 février dernier à la réunion des délégués des organisations suivantes: La Confédération Générale du Travail, l'Union des syndicats confédérés de la Seine, la Chambre consultative des associations de production, la Fédération des Coopératives de la Région Parisienne, la Fédération mutualiste du Travail, l'Université Populaire et la Fédération Sportive du Travail.

1. Ecole syndicale;
2. Cercle d'études et d'action syndicale;
3. Ecole coopérative;
4. Université Populaire (arts, sciences, littérature, éducation sociale);
5. Sports et hygiène;
6. Education enfantine;
7. Enseignement technique, professionnel et ménager;
8. Office de documentation et de statistique;

Des sections d'éducation pourront se créer en province. L'activité de l'Université du Travail pourra donc devenir une œuvre d'éducation ouvrière nationale.

LA DETRESSE DES MINEURS ANGLAIS

Dans leur entrevue du 10 décembre de l'année passée, la délégation de la Fédération britannique des mineurs avait exposé au premier ministre M. Bonar Law la situation intenable dans laquelle se trouvent tant d'ouvriers mineurs. Bien que supérieurs à ceux de 1914, les salaires de beaucoup de mineurs sont de 30 à 40 points en dessous du nombre-indece du coût de la vie.

A son refus de promettre toute intervention gouvernementale pouvant relever leur standard de vie, le premier ministre n'avait pu opposer que sa propre croyance en une reprise des affaires qui automatiquement entraînerait une hausse des salaires.

Une délégation de la Fédération des mineurs s'est rendue une nouvelle fois chez M. Bonar Law le 27 février dernier. Elle lui a proposé d'instituer une enquête sur les salaires dans l'industrie charbonnière afin d'en arriver à une augmentation des salaires minimum actuels. Le premier ministre s'est refusé une nouvelle fois à intervenir dans la politique des salaires et a déclaré mettre son espoir en une reprise de l'activité industrielle.

La réponse négative du premier ministre a amené le Comité Exécutif de la Fédération des Mineurs à convoquer le 27 mars passé une conférence nationale des délégués de la Fédération qui a décidé de l'ation à poursuivre ultérieurement.

Le Comité Directeur sera chargé d'établir les programmes scolaires et d'administrer l'Université. Les membres ne pourront en aucun cas user de leur titre pour une action politique électorale, sous peine d'être déchus de leurs fonctions.

LE RETOUR A LA TERRE

La Désertion du Sol

L'agriculture et le chômage. — Au Canada et ailleurs. — Causes et conséquences.

"EMPARONS-NOUS DU SOL"

A la ville, les autorités se plaignent qu'il y a trop de sans-travail. A la campagne, on se plaint que la jeunesse fuit vers les villes. Arrêtons-nous et étudions ensemble ce grave problème, double d'aspect, varié dans ses conséquences.

Le problème des sans-travail de grands centres industriels reste encore sans réponse. Il n'y a pas qu'au Canada que ce problème se pose: il se pose en Europe comme en Amérique, dans toute l'Amérique. Suivons avec M. J. des Mélines, ce qui se passe en France et en Europe et nous comparerons avec chez nous.

La réduction des heures de travail écartée comme remède à la diminution progressive et inévitable du travail humain dans la grande industrie, nous ne trouvons ramenés à la même question. Que vont devenir tous ces bras, toutes ces intelligences qui trouvent aujourd'hui l'emploi de leur activité dans l'industrie, dans le petit commerce et qui voient se tarir tous les jours, les anciennes sources de travail qui les faisaient vivre? Que va devenir cette masse croissante de la population qui reflue de plus en plus en quête de moyens d'existence sur les points du territoire? Que vont devenir, en fin de compte, les nouvelles générations qui arrivent à la vie et qui, de plus en plus, trouveront les places prises? Comment transformer en travailleurs réguliers, ces milliers de sans-travail qui sont à la fois un péril et une humiliation pour un grand pays comme la France? Il y a là une question d'humanité, une question politique, sociale et même nationale qui mérite d'attirer l'attention la plus sérieuse du gouvernement et des pouvoirs publics. Nous n'avons pas d'autre ambition que d'éclairer un peu et d'apporter notre petite pierre à l'édifice de demain, puisque celui d'aujourd'hui ne suffit pas à brider l'avenir.

La solution que nous venons proposer et défendre est la conclusion forcée de la longue analyse à laquelle nous venons de nous livrer et de l'élimination des différents systèmes, des remèdes pires que le mal, que nous avons passés en revue et dont nous avons démontré l'insuffisance ou l'innanité.

Il ne reste plus qu'un seul champ d'action et d'expansion capable d'absorber toutes les forces sans emploi et celui-là a l'avantage d'être inépuisable, au moins pour des siècles; c'est la terre nourricière de l'humanité, féconde et éternelle, mère de toutes les industries qui ne feront, en lui revenant, que rentrer dans le sein d'où elles sont parties, la terre qui a des solutions pour toutes les misères et qui ne laisse jamais mourir de faim ceux qui l'aliment et qui se confient à elle.

Elle a été un instant détrempée par l'industrie qui, par son rayonnement merveilleux, attirait sur elle tous les regards, éveillait toutes les espérances et absorbait toutes les intelligences. Or, dédaignant la modeste industrie qui met le sol en valeur, qui en fait sortir la nourriture du genre humain, parce qu'on la croyait d'ordre inférieur et vulgaire.

Elle n'a commencé à se relever dans l'opinion que le jour où la science elle-même, laissant enfin tomber ses yeux sur elle, a découvert que l'agriculture était au contraire la première de toutes les industries, non seulement parce qu'elle était la plus nécessaire, mais aussi parce qu'elle était la plus élevée dans l'ordre scientifique étant par essence le centre de toutes les sciences qui trouvent sur le sol leur plus vaste champ d'application.

Mais, si l'agriculture est aujourd'hui replacée à son rang au point de vue scientifique, elle n'est pas encore à sa place dans le domaine économique; elle souffre toujours de son humilité d'autrefois et il y a beaucoup à faire pour attirer à elle la vogue dont jouit sa sœur aînée, l'industrie. On se porte vers elle, il est vrai avec plus de volonté, plus de tendresse qu'autrefois, mais la passion n'y est pas encore, la fièvre encore moins et le mouvement d'attraction qu'elle exerce n'a rien de commun avec l'emballement qui depuis un siècle, lance toutes les intelligences, toutes les forces dans les voies de l'industrie.

Le moment est venu de réagir contre un entraînement qui a dépassé la mesure et de donner à l'industrie son contrepoids naturel en faisant de l'agriculture le déversoir inépuisable de travail où son plein est toujours sûr de pouvoir s'écouler.

Donc, retournons à la terre et dirigeons de ce côté le plus que nous pourrions l'attention du grand public; tâchons de l'intéresser à la question et bientôt elle le passionnera autant que l'industrie. Montrons-lui bien que la prospérité du jour et la sécurité du lendemain sont epprix, et l'évolution se fera d'elle-même.

Elle sera aidée par la force immanente des choses, par la nécessité chaque jour pressante de trouver de nouvelles sources de travail; au fur et à mesure que l'encombrement industriel s'aggravera, le reflux vers la terre s'accroîtra. Il commence déjà et les choses iront plus vite qu'on ne croit.

Mais, nous nous heurtons à l'éternel problème que l'on jette, depuis l'origine de la crise agricole, à la tête de tous ceux qui ont essayé de remonter le courant et d'arrêter la désertion des campagnes. Vous tentez l'impossible, nous criez-t-on, et l'évolution que vous recommandez, si désirable qu'elle soit, rencontrera toujours d'insurmontables difficultés. Le retour à la terre est une pure idylle qui n'a plus sa place dans une société positive comme la nôtre. Comment changer un courant qui se dessine avec autant de force depuis un demi-siècle et qui a tout renversé sur son passage? La population agricole n'a pas cessé de baisser par une sorte de fatalité implacable.

Si les campagnes ont été abandonnées, ce n'est pas sans raisons et ces raisons subsistent toujours. L'ouvrier agricole a déserté la terre, parce qu'il le lui imposait trop de travail et de privations; il a préféré l'usine parce

qu'elle lui assurait de bons salaires et un travail moins fatiguant et la régularité de l'existence; pourquoi reviendrait-il à la terre qui ne peut lui offrir l'équivalent de ce qu'il a?

Le fermier ne manquera pas d'en dire autant et le propriétaire aussi. Si le petit fermier, si le petit propriétaire journalier ont pris le chemin de la ville pour s'y créer une situation dans le commerce ou les administrations publiques, c'est parce qu'ils ont constaté que la terre ne nourrissait plus son homme, parce que le fermier, après avoir prélevé son loyer, conservait à peine de quoi nourrir sa famille, parce que le petit propriétaire travaillant pour autrui, trouvait la vie trop dure et moins lucrative que celle de l'ouvrier d'usine.

Nous ne songons pas à nier des vérités si attristantes, mais si évidentes. Il n'est pas contestable que les plaintes du monde agricole n'étaient que trop justifiées et on comprend aisément que les travailleurs des champs ne consultant que leur intérêt, se soient portés en masse du côté où ils trouvaient une meilleure rémunération de leur travail, la vie assurée et plus de bien-être.

La crise qui a sévi plus douloureusement chez nous que partout ailleurs, parce qu'elle avait été précédée d'une ère de prospérité incomparable, devait fatalement jeter une perturbation générale au milieu de nos agriculteurs et bouleverser toutes les conditions de la production agricole d'après guerre. Qu'elle est l'industrie qui voyant ses recettes baisser de moitié avec la même dépense et les mêmes frais généraux, pourrait résister longtemps à une pareille dépression? Aucune n'aurait supporté ni si dure épreuve, et sans la tenacité, le courage de nos agriculteurs, et l'action indétrimentable de la terre, c'en était fait de l'agriculture française.

L'exode rural l'a mis à deux doigts de sa perte, heureusement, ceux qui sont restés sur la brèche ont fait preuve d'une indomptable énergie qui a tout sauvé.

Et maintenant comment remonter un si formidable courant, comment ramener au bercail tant de brebis égarées? Voyons si c'est possible et s'il y a dans la situation actuelle quelque chose de nouveau qui permette d'espérer une réaction prochaine contre l'entraînement des campagnes vers les villes.

C'est ce que nous allons étudier ensemble dans notre prochain article.

Ceux qui désirent se procurer gratuitement "Le Guide du Colon" sont priés de s'adresser au Département de la Colonisation à Québec, ou à Montréal, à M. J. E. Robert, au No 82 de la rue St-Antoine.

ARMAND DE VALJOIE
Les romans de la table ronde
II
LES AMOURS DE LANCELOT DU LAC
LAC GALEHAUT, SIRE DES ILES LOINTAINES
Par Jacques Boulenger

Dans ce deuxième volume de ses Romans de la Table Ronde, M. Jacques Boulenger nous raconte les premières aventures des héros chevaleresques dont il a narré la jeunesse dans "Histoire de Merlin l'Enchanteur" et "Les Enchantements de Lancelot". Nous apprenons grâce à lui comment Lancelot devint si rapidement favori de la reine Guenièvre, qu'il tomba en extase lorsqu'il la voyait; puis comment sa respectueuse passion fut récompensée et comment "Les Amours de Lancelot du Lac", où l'on trouve la scène fameuse des vœux et du baiser, à laquelle Dante fait allusion dans l'épisode bien connu de Paolo et Francesca. Puis vient l'histoire touchante et légendaire de Lancelot et de son bon ami Galehaut. C'est un véritable roman d'aventures — déjà — où les paladins de l'âge héroïque luttent à la fois contre les enchantements magiques et l'amour et l'oppression des faibles, où l'amour et l'amitié prennent presque figure de religions. L'âme médiévale s'y révèle tout entière, ingénue et naïve, passionnée de justice, stylisant la rude vie d'alors à force de désintéressement et de sincérité primitive.

L'auteur a su faire revivre en lui-même l'esprit naïf des vieux conteurs pour nous narrer d'après les textes du douzième et du treizième siècle ces aventures plus amusantes et plus enchanteuses que celles de nos "romans de cape et d'épée". M. Jacques Boulenger use d'un style extrêmement simple, presque sans archaïsme, et qui pourtant garde les "raffines effacées et candides d'ancien pastel" qu'offrent les manuscrits originaux. C'est vraiment une remarquable "re-création".

Un volume in-16, Prix 7 francs. En vente chez Plon-Nourrit et Cie, 8, rue Garancière, Paris, et dans toutes les bonnes librairies.

BUREAU DE PLACEMENT PROVINCIAL
Sous le contrôle du Gouvernement de la Province de Québec
FRANCIS PAVETTE, Surintendant
8-10 rue Saint-Jacques
Heures de bureau: 9 a.m. à 5 p.m.
Tél. Dépt. des femmes: Main 2133
Tél. Dépt. des hommes: Main 2211

Nous plaçons gratuitement, les hommes, femmes et jeunes gens. Nous offrons du travail aux Journaliers et Ouvriers appartenant à tous les corps de métiers: Dans les fabriques, les usines, les travaux de la construction et de l'agriculture. Nous offrons des places dans les Hôtels, Restaurants, bonnes places pour domestiques, hommes et femmes, Ingénieurs, chauffeurs, Débardeurs et Terrassiers, Commis et Sténographes. Les propriétaires et les agents des chantiers sont tout spécialement invités à présenter leurs demandes au Bureau Provincial.

INAUGURATION DU NOUVEL EDIFICE DE LA BANQUE NATIONALE A QUEBEC

Discours du président

"La Banque Nationale," dit le président, "inaugure en ce moment sa nouvelle et magnifique demeure, que j'appellerai volontiers la digne maison-mère d'une institution dont les nombreuses filiales ont été utiles et sont désormais nécessaires à la grandeur du Canada français. Québec est justement renommée comme ville d'œuvres, de monuments, de souvenirs, et de moments, et il convient que cet édifice rende hommage à la mémoire de ses fondateurs patriotes, et importe surtout qu'il soit une pierre solide des fondations de l'indépendance économique de la nation."

"L'inspiration qui a providentiellement guidé les pionniers de la vie canadienne," poursuit l'hon. M. Amyot, "se trouve dans le cerveau et le cœur des grands citoyens qui ont fondé La Banque Nationale. La preuve en est dans le beau nom qu'ils lui ont donné au baptême, nom qui est à la fois une consécration, un programme et un gage de succès durable. Elle était courageuse l'action de ces hommes de cœur qui, décidèrent, en 1858, de trouver un capital d'un million de dollars pour créer une banque canadienne et canadienne française! Nous sommes loin d'être un peuple riche en espèces sonnantes, si nous nous comparons avec nos puissants voisins; mais la fortune des générations qui nous ont précédés était sensiblement inférieure à la nôtre. Mais ils avaient du caractère, de l'intelligence, une volonté ferme et, comme tous ceux qui ont fait, ils ont fait s'écrouler l'enthousiasme dont les causes les plus belles ont besoin pour réussir."

"Pour nous", dit le président de la Banque Nationale, "nous sommes éclairés par leur exemple, et nous restons en core, en admirant le sens de prévision de nos devanciers, à nous demander si nous comprenons aussi complètement qu'eux l'absolue nécessité d'institutions de crédit pour ériger, construire et parachever nos industries. On reconnaît volontiers les signaux services que la Banque Nationale a rendus à toutes les classes de la société canadienne française. Mais n'avons-nous pas constaté trop souvent que notre sympathie pour cette institution n'était qu'un sentiment de surface? Tout comme la foi, l'amitié qui n'agit pas est-elle une amitié sincère? Notre conscience nous dit pourtant bien haut qu'il y a de notre honneur à tous de coopérer, dans la mesure de nos forces, à une action sociale si bienfaisante, de laquelle dépend l'émancipation de notre race dans l'une des sphères de l'influence canadienne. Certes, nous désirons tous le développement parallèle des deux branches de la nation dans une émulation noble et féconde. Dans la pratique, cependant, nous n'apportons pas toujours à nos œuvres l'encouragement qu'elles méritent. Il arrive trop souvent que nous, citoyens de cette vision sans laquelle la Banque Nationale ne serait pas sortie du néant et sans laquelle elle tarde à prendre sa place légitime au grand soleil de la concurrence financière. L'un de moi l'idée mesquine de jalouser le succès d'autrui. La Banque Nationale et ses directeurs savent cordialement reconnaître les bons offices et l'excellent esprit des autres institutions bancaires de cette province. Il est d'ailleurs de tradition entre banques canadiennes d'honorer les principes d'une parfaite courtoisie dans la compétition de cultiver le sens d'une réelle solidarité et d'un service des intérêts supérieurs de la patrie commune. Mais c'est aussi juste en nos relations d'affaires que l'heure est venue de nous dire que d'affirmer qu'on se doit d'abord à ses proches. Ainsi donc, dans les petites et les grandes opérations La Banque Nationale a droit de compter sur la bonne volonté de ses clients naturels de même qu'ils ont droit de compter sur elle dans la plus large mesure de ses moyens. Je ne crois pas dépasser, en m'exprimant ainsi, la légitime ambition du travailleur du sol qui espère que ses voisins délaingent de préférence avec les siens les fruits de leur travail, et que moi, le fils de la nature, qu'il faut s'entraider."

"Mais en vous proposant d'imiter l'exemple de la Banque Nationale," continue le Col. Amyot, "je tiens à vous rappeler que nous survivrons, comme excellents serviteurs de la nationalité, si nous maintenons vivace et féconde la flamme de la vie qu'ils nous ont transmise. Il existe une immortalité terrestre, si je puis m'exprimer ainsi, pour quiconque accomplit des actions utiles à la famille, à la race, à l'humanité. Le monument que nous inaugurons aujourd'hui en est un à la mémoire de ses fondateurs."

"J'ai fait allusion à la noble inspiration qui a guidé nos fondateurs dans le choix d'un nom pour cette institution québécoise. Ils ont justement appelé La Banque Nationale. Leur patriotisme vibre dans ce vocable fier et sonore dont ils ont doté l'œuvre de leur sage prévoyance. Ce titre est un devis, un étendard, un cri de ralliement. A mon sens, un beau nom vaut mieux que la richesse ou la grandeur. Avec ses 194 succursales et ses 241 succurselles, La Banque Nationale est intimement liée au mouvement agricole. L'une de mes plus chères ambitions, à l'heure actuelle, serait de voir se communiquer cette sympathie agissante de peuple pour La Banque Na-

IF IT IS YOUR IDEA—

to give your support, in the Buying of shoes, to the Union Stamp, which means Labor Employed Under Fair and Just conditions, then—Insist upon having shoes bearing the Union Stamp.

SUPPORT UNION LABOR

BOOT & SHOE WORKERS' UNION

246 SUMMER STREET, BOSTON, MASS.
Collis Lovely, General President. Charles L. Baine, General Secretary-Treas.

LABOR DIRECTORY

MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL. Meets every 1st and 3rd Thursday each, 10th et 11th Building Trades Hall, 47 Ontario Street East. President, J. T. Foster, 624 St. Catherine Street East. Secretary, G. S. Francis, 11 St. Paul St. West.

ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL. To promote the interests of the Allied Union Label (which can be had in either the French or English language) and following organizations comprise the Council: Typographical Union, No. 170; Jacques-Cartier Typographical Union, No. 115; Printing Pressmen and Assistants' Union, No. 52; Bookbinders' Union, No. 91; Photo-Engravers' Union, No. 9; Stereotypers and Electrotypers' Union, No. 91; Mailers' Union, No. 39. President, R. Mazurette; Vice-President, A. Leclair; Recorder, J. Berthiaume; Secretary-Treasurer, James Philpott; 287 St. James Street; Executive, H. Courteau, H. Desjarlais, J. Vallières; Auditors, Messrs. Robertson, Coter and Gibson.

BUREAU OFFICERS DU CONSEIL DE DISTRICT DES CHARPENTIERS-MENUISERS D'AMERIQUE. Président, Ernest Parent; Vice-Président, Ed. Berthiaume; Secrétaire-Trésorier, J. O. Roy; Secrétaire-Trésorier, E. Lanthier; Secrétaire, J. O. Gagnon; Agents d'affaires, P. Leclerc, H. Henry; Bureau: 417, rue Ontario Est. Assemblée tous les mercredis. Téléphone: Est 26413.

MUSICIANS' PROTECTIVE ASSOCIATION OF MONTREAL. Local 400. A. F. M.—Assemblée le 1er dimanche du trimestre et le premier vendredi des deux mois suivants. 10 heures du matin à la salle des Musiciens, 296 Saint-Denis Street. J. C. Molinar; Sec.-archiviste, J. J. Paquet; Sec.-Trés., A. Delcourt, 266 rue Saint-Denis. Tél.: Est 794. Heures du bureau: 10 heures à 12.30 heures.

BOOT AND SHOE WORKERS' UNION. Local 206. Meets every Wednesday at 8 p.m., 1215 St. Catherine Street East. President, Albert Gagnon; Vice-President, Wilfrid Labelle; Recording Secretary, Noel Poirier; 246 des Érables; Financial Secretary and business agent, Chas. McKecher, 1215 St. Catherine Street East.

INTERNATIONAL UNION OF STEAM AND OPERATING ENGINEERS. Local 593. Meets every first and third Friday at 8 p.m., Monument National, 31 Lawrence St. President, S. Macneil, 82 Sherbrooke St. West; Recording Secretary, J. J. Dillon, 835, 43rd Avenue, Saull-aux-Roches; Financial Secretary, A. Graham, 309 67th Street, Verdun.

BOOT AND SHOE WORKERS' UNION. Local 219. Meets every Friday at 8 p.m., 1215 St. Catherine Street East. President, Jos. Babin, 358 St. André, Malonneuve; Recording Secretary, Arthur Charost, 551 R. J. G. Financial Secretary and Business Agent, Chas. McKecher, 1215 St. Catherine Street East.

ACHETEZ UNE DOUZAINE DE BIÈRE ou de PORTER
VOTRE PORTRAIT AGRANDI GRATIS
Médaille Ovale 14x20
VOTRE BIÈRE ou PORTER ne vous coûtera pas un sou de plus la douzaine.
VOTRE PORTRAIT ne vous coûtera absolument rien.
Demandez à votre Epicier
—OU—
L'AGENCE CHAMPLAIN LIMITEE
341 RUE NOTRE-DAME EST. TEL. MAIN 6663.

UNION TYPOGRAPHIQUE JACQUES-CARTIER, No. 115. — Assemblée le 1er samedi du mois, salle de l'Union du Commerce, 149 rue Berri. Président, J. Gauthier, 723 rue Lafontaine; Sec.-Archiviste, 500 Dorchester Est; Sec.-Trésorier, Louis Gaudry, 201 rue Drolet.

UNION INTERNATIONALE DES VALLIERS ET TRAVAILLEURS EN CUIR. LOCAL 71. — Assemblée le 2e lundi de chaque mois, à 8 heures du soir, 3e étage, salle de l'Union du Commerce, 149 rue Berri. Président, E. Beaudry, 801 rue St-Jacques; Sec.-Archiviste, W. H. Plamondon, 161 rue Chabot; Sec.-Trésorier, J. Gauthier, 48 Delinelle; Sec.-Archiviste, J. Delinelle, 62 Turcot.

UNION NO. 1558 DES CHARPENTIERS, MAISONNEUVE. — Assemblée tous les vendredis à 8 heures, à leur salle, 2452 Ontario Street, Malonneuve. Président, J. A. Chamberland, 48 St. Germain; Sec.-Archiviste, Jos. Letendre; Sec.-Fin., Elz. Dubeau, 165 rue Cartier; Sec.-Trésorier, J. H. Gauthier, 48 Delinelle; Sec.-Fin., J. H. Gauthier, 48 Delinelle; Sec.-Fin., J. H. Gauthier, 48 Delinelle; Sec.-Fin., J. H. Gauthier, 48 Delinelle.

LOGE SAINT-MARIE NO. 231 DE LA FRATERNITE DES WAGONNIERS DES VOIES FERRÉES D'AMERIQUE. — Assemblée le 1er et 3e vendredis de chaque mois, au No 417 rue Ontario Est. Président, A. Neuge, 37 Delandroux; vice-président, J. Gagnon; Sec.-Fin., J. H. Gauthier, 48 Delinelle; Sec.-Trésorier, J. H. Gauthier, 48 Delinelle; Sec.-Fin., J. H. Gauthier, 48 Delinelle; Sec.-Fin., J. H. Gauthier, 48 Delinelle.

FRATERNITE UNIE DES PEINTRES-DECORATEURS. LOCAL 319. — Assemblée tous les lundis à 8 p.m., 417 Ontario Est. Président, C. Langlet, 5533 Montcalm; Vice-Président, Ed. Dufort; Sec.-Archiviste, J. H. Gauthier, 48 Delinelle; Sec.-Trésorier, J. H. Gauthier, 48 Delinelle; Sec.-Fin., J. H. Gauthier, 48 Delinelle; Sec.-Fin., J. H. Gauthier, 48 Delinelle.

INTERNATIONAL BROTHERHOOD OF STATIONARY FIREMEN AND OTHERS. Local 143. — Assemblée le 1er et 3e mardi de chaque mois, à la salle de l'Alliance Nationale, 235 rue Beaudry, à 8 hrs du soir. Président, Alb. E. Henderson, 605 de St-Vallier; Sec.-Trés., Jos. Pelletier, 604 de Saint-André. Téléphone: Est 8495.

Fo' SORE THROAT COLD IN CHEST etc.



Chas. F. Tilton, Fairville, N.B., writes: "I wish to inform you that we consider your MINARD'S LINIMENT a very superior article and we use it as a sure relief for sore throat and chest. I would not be without it if the price was one dollar a bottle."

MINARD'S "KING OF PAIN" LINIMENT
Yarmouth, N.S. 7

Un Ouvrier Peut Devenir Propriétaire
A des Conditions Faciles.

Cottage de 7 chambres

BAIN, LUMIERE ELECTRIQUE, MODERNE

Terrain 55 x 385 au bord de la rivière
BOULEVARD GOUIN, 1361, SAULT

1 MINUTE DES CHARS, 1 SEUL BILLET

Tous les avantages de la ville et de la campagne. Vous pouvez payer votre maison en cultivant des légumes ou en élevant des volailles.

Adressez-vous à
M. Brisebois, 11 St. Paul O.
Téléphonez le jour: Main 3415.

AU MAGASIN DU SOUS-SOL
GOODWIN
Les Prix les Plus Bas en Ville

A notre magasin du sous-sol, nous ne faisons pas de livraison, excepté pour les articles trop volumineux tels que les malles; nous ne remplissons pas les commandes postales, téléphoniques ou contre remboursement.

Mais, pour compenser, et très largement, ces avantages, vous y trouverez un immense assortiment d'articles pour hommes, dames et enfants, ainsi que pour la maison, aux prix les plus bas en ville. De plus, l'argent est remboursé, si la marchandise cesse de plaire.

Il suffit de venir une fois à notre magasin du sous-sol pour en devenir un habitué. Pourquoi ne deviendriez-vous pas un de ceux qui profitent régulièrement de nos nombreuses occasions?

Un coup d'œil sur nos annonces dans les journaux quotidiens vous tiendra au courant.



Goodwin's LIMITED

VOTRE PORTRAIT AGRANDI GRATIS

CHAMPLAIN

Achetez une douzaine de BIÈRE ou de PORTER

Médaille Ovale 14x20

VOTRE BIÈRE ou PORTER ne vous coûtera pas un sou de plus la douzaine.
VOTRE PORTRAIT ne vous coûtera absolument rien.

Demandez à votre Epicier
—OU—
L'AGENCE CHAMPLAIN LIMITEE
341 RUE NOTRE-DAME EST. TEL. MAIN 6663.




A. Martin Ltd.
Les amis de la classe
ouvrière.
Ils tiennent les prix bas.
Lisez leurs annonces tous les jours
dans les journaux quotidiens.

**The Labor
World**



**Le Monde
Ouvrier**

A. Martin Ltd.
Friends of all working
people.
They keep prices down.
Read their announcements in the
daily papers.

51ème Année — No 15

SAMEDI, 14 AVRIL 1923 — MONTREAL — SATURDAY, APRIL 14th, 1923

PRICE: 5 CENTS

The Story of the A.F. of L.

Its Laws, Character, Strength and Manner of Working.
By MATTHEW WOLL,
President, International Photo Engravers' Union and Vice-President,
American Federation of Labor.

CHAPTER II

The International Unions, like all organized groups of the people shape their attitudes, policies and functions by growth and experience. New and unforeseen conditions may change them. A change in leadership, the spread of a new idea may produce a change in policy. Whatever may effect the change, the American Federation of Labor is without power to interfere or command a change in policy.

While primarily concerned with all phases entering into the employment relationship, such as wages, hours, conditions and terms of employment, these international unions must deal also with a vast range of problems of internal government. They determine conditions and qualifications of admission, the number of apprentices to be allowed, the desirable units of local government; the manner in which mandates to the officers may be carried out; the relations which are to obtain with unions in similar occupations, etc.

The industrial unions are essentially militant organizations because at some time or other all are compelled to engage in tests of strength with employers. As a consequence each international union has developed its own conception of industrial strategy. Thus the railroad unions use one type of strategy, while the building trades unions or metal or printing trades unions use another.

FEDERAL AND LOCAL UNIONS

While the American Federation of Labor is fundamentally and principally a federated body, it is also an organic body insofar as the organized wage earners are concerned when there are not a sufficient number of workers to be organized into successful autonomous and stable international unions. The American Federation of Labor is charged with the duty of promoting organization among all wage earners. Necessarily all wage earners are organized into small groups of workers first handed together. Out of these small groups there develop large groups. Ultimately international unions are formed out of these smaller groups.

The American Federation of Labor embraces at this time 587 of such small groups numbering approximately 34,000 workers. These local groups are organized into two forms of organizations. Where it is possible to unite these workers on trade lines, this method is followed. Such unions are known as "local unions." Where it is found expedient or necessary to organize these workers along lines of industry or to include mixed trades, they are formed into "federated" unions.

These local and federal unions are not autonomous. Whatever authority they exercise is delegated to them by the American Federation of Labor. They are subject at all times to measures of regulation and discipline. All final authority resides in the American Federation of Labor. They are required to contribute a tax of 25 cents per member per month to the American Federation of Labor. The American Federation of Labor in turn provides strike and lockout benefits. It has power also to approve or disapprove collective agreements proposed or strikes being considered or ventured into.

LOCAL UNIONS OF FEDERATED INTERNATIONAL UNIONS

Federated International Unions are themselves composed of smaller groups of workers within the recognized and established trade or calling. These smaller groups of workers are generally confined in their membership to one city excepting where the cities or towns contain so few a number of the particular workers as to make an organization impracticable or undesirable. In such instances two or more cities or towns may be embraced into one organization. Thus we find that the United Brotherhood of Carpenters is divided into local unions in as many different cities. Likewise the United Mine Workers contains local unions in as many cities and towns.

Again there may be several local unions of one international union in one city. Where this is true the line of demarcation is usually based upon some special distinction in the work included within the particular trade or calling. Thus the International Typographical Union maintains a local union of mailers as distinguished from those employed in the composing room. The International Printing Pressmen and Assistants' Union maintains in one city three local unions — a local union of pressmen engaged in commercial shops, a local union of pressmen employed in newspaper plants and a local union of pressfeeders. However, all of these local unions are subordinate to their respective international union. There is vested in these international unions final regulative authority with power to enforce discipline and to compel obedience.

WHERE POWER LIES

Usually the power to initiate collective agreements or to inaugurate strikes is vested in these subordinate unions. Invariably the international unions retain the power to disapprove agreements and settlements being considered and to prevent the enforcement of strikes. Thus there is vested in these local unions the opportunity for local initiative and adventure. This local initiative power represents the life and progress of the trade unions. At the same time, there resides in the international unions an effective check against such collective actions on the part of local unions as may endanger the international structure or threaten the general welfare of all members of the international organization.

The American Federation of Labor has no authority or supervision whatever over the affairs of international unions and their subordinate local unions. It can only intercede when requested to do so by the international unions directly concerned. There are approximately 35,000 of these local unions in direct affiliation with international unions.

A LONG WAY OFF

Ash Kennedy, vice-chairman of the International Brotherhood of Locomotive Engineers, is credited with the statement that next year may see a merger between the International Brotherhood of Locomotive Engineers and the International Brotherhood of Locomotive Firemen and Engineers. Kennedy says also that the proposed amalgamation of the sixteen railroad unions is a long way off, as far as concerns the "Big Four". The Big Four includes the engineers, firemen, conductors and trainmen. — *The New Majority*.

Catholics Should Join Labor Unions

Not for what they can get out of them, but for what they can put in, said Rev. Father McDonagh.

Addressing the first open forum of the Holy Name Society at St. Mary's Cathedral recently on "The Church and Social Questions," the Rev. Father J. A. McDonagh, assistant at St. Michael's Cathedral, Toronto, declared amid applause that "The Catholic Church was with labor."

Opposed to Socialism.

Father McDonagh made it clear that the Church is opposed to Socialism, but, on the other hand, pointed out the wrongs done by capitalism. Briefly, the Church's solution of the problem was the application of Christ's teachings. More definitely the ideal condition would be the co-operative sharing of labor and capital in the operation and profits of industry.

He said in part: "The social question is a serious one. It is a live question. At labor meetings I have attended in Toronto the labor men have a habit of using high-flown expressions that seem to mean nothing. Industry is our civilization — our source of daily bread, directly or indirectly.

Strength of Labor.

"We were surprised at the British elections and still more astonished when the king received an audience of labor leaders. It shows that in Britain, as in the United States and Canada, the labor movement is sweeping into power and is now the foremost question of the day. Labor unions were born in warfare and with strife continually in view to keep wages up and hours short.

"Of course the Catholic Church does not countenance Socialism, but neither does it say capitalism is an unmitigated good, though a necessity. When it sees all these social movements in the world to-day the Church realizes that something is wrong and that if it is not the first to try and remedy them, Socialists will be, so it is trying to be the first.

Labor's Wrongs.

"There are two great wrongs to which labor is subjected — harsh material conditions of working and the undue subjection of labor, not individually but as a whole. First we have long hours. In the great steel corporations of the United States they still have the 12-hour day. In New York City there is still a system

of "sweating" whereby women are forced to work 14 hours a day.

"Long hours have a moral effect on society. We know when the fathers are not home to fulfill their family obligations the children often run wild. Some want to abolish wages. How shall we fix a minimum wage? It should conform to standard of frugal comfort and leisure at home. The lowest wage on which a man can live is reckoned at \$1,200 to \$1,500 a year. But estimates are always dangerous, owing to fluctuating scale of prices. In 1915 the average laboring man in the United States received not over \$800 a year.

For Decent Wages.

"Four bishops of the United States, Wren, Montroy, Hayes and Russell, are in favor of a legalized minimum wage. Collective bargaining is one of the planks in the Catholic platform. We want wages high enough to enable a man to live and save his soul.

"Another factor of the solution is the toll of life in industry. Preventable industrial accidents kill 35,000 people yearly. Industrial poisoning is killing many people. Lack of security of employment is another problem. A scheme of zoning the states and sending workers from one zone to another as needed will fail because men will not stand for being registered. They don't want to be slaves of the government.

Socialism Means Trouble.

"Socialism means trouble. It says to kill capitalism and everything will be all right, that capital must be destroyed if we want freedom. The socialist programme in Russia has demonstrated that there must be some equivalent for capital. The Church says this new doctrine in Russia is immoral because it is based on the immoral principle that private property can't be held by individuals.

The socialist doctrine proposes to take away private means of production. God established private property and said, "Thou shalt not steal." Socialism is immoral. It destroys the marriage tie and breaks up the home. Archbishop McNeil says that the Socialists are beginning to fear their own doctrines; to fear that they are bringing back slavery. A Socialist State would bring about slavery. It would centralize a monopoly of all the evils monopolies now have. There are various kinds of socialists. In Canada we have the One Big Union.

Church Liberal.

"It was the encyclical of Pope Leo XIII that declared labor's yoke was little better than slavery. The doctrines of 'laissez faire,' letting things go as they are, was never Catholic teaching. Protestant leaders have recently been praising the Catholic attitude on social questions. Protestant and Catholic leaders are now combining in their solution. It is surprising how liberal the Catholic Church can be with regard to such matters. Something that has brought us on is the big 'red' menace out in the East.

"It took centuries to change slavery to serfdom and many years to change serfdom to wage-earning and it will take time to change wage-earning to part ownership in factories. Co-operation is the big thing, co-operative management, co-operative ownership and co-operative consumption. We all hope for that happy time to come when wage-earning will disappear and workmen will become part owners in industry. We can never have real peace until the owners somehow or other allow the wage-earners an interest in their business. It would be nice to return to the happiness of the guild system, but for many reasons it can't be done, chiefly because machines have so largely supplanted the workers.

The Real Solution.

"The real solution though is charity, the applications of the doctrines of the Prince of Peace, brotherly love. Christian democracy will then live under ideal conditions."

The following were some of the questions asked Father McDonagh and his answers:

"What did Pope Leo XIII mean by a living wage?"

"One that would provide proper food and clothing and keep a family in frugal comfort."

"Should a Catholic join a labor union?"

"Yes, because radicals will run it, if they don't. They should join, not for what they can get out of it, but what they can put in it. It has been one of the teachings of the Church since the time of Pope Leo XIII that Catholics should join labor unions."

"What is the single tax?"

"It really means that the State takes over the land, and experience has proven it a failure. People wander off the land so taxed and it is left vacant."

—*Labor News*.

PEOPLE'S FORUM OF MONTREAL
On SUNDAY Evening PUBLIC MEETING APRIL, the 15th
At 7.30 P.M.
IN THE CHURCH OF THE MESSIAH
Corner Sherbrooke and Simpson Streets
Speaker: Mr. WILLIAM IRVINE
Labor M.P. of Calgary
Subject: The ECONOMIC BASIS of POLITICS
QUESTIONS WILL BE INVITED AND ANSWERED BY THE SPEAKER

Marketing a Gold Brick

Fortunately, indeed, there is one eternal, omnipotent, ever-vigilant and absolutely just arbitrator; which alone can, and which always does, fix wages of labor with entire justice. I refer to the old, familiar Law of Supply and Demand. A few years ago, when wages were rising fast, Mr. Gompers considered that law an exploded capitalistic theory, easily set aside by the power of organized labor. If he was ever so stupid as to believe his own words, which I doubt, then he has probably changed his mind by this time. — Charles Norman Fay in the *New York Commercial*.

Mr. Fay plunges into the depths of his head, brings up a Mother Goose tale and offers it in the name of economics. His statement is false and cannot be reconciled with economic history. Following the rise of the factory system in England and this country there was no combination and plenty of competition. In those days it is a sad fact that men, women and children received wages so small that they were unable to live. They died like flies. Was this "entire justice" to the laborers?

The workers certainly produced sufficient to enable them to live fairly decently, but their unorganized state brought them wages so low as to threaten the extermination of the workers themselves. This "eternal" law of competition is eternal nonsense. It does not exist to-day and it cannot be brought back. Capital is an organized power. In proportion as it organizes it strangles competition. The workers follow the example of the masters of industry by also organizing.

What Mr. Fay wants is millions of workers facing powerful organized capitalists as individuals and then let competition among the workers reduce them to abject slavery. Mr. Fay should try to market a gold brick which does not reveal the brass gilding, as his present article does. — *New York Sunday Call*.

High Wage, Healthful Workers Pay Best Returns to Employers

There is no economic advantage in cheap labor, long hours and poor working conditions that irritate and anger employees, said Dr. Donald B. Armstrong of the national health council in an address to business men of Boston. He told of the heavy illness losses — amounting to 19 per cent — in the south, compared with only 2 per cent ill in New England, and said it was better to pay the higher wages required than to employ the lower-paid, less efficient workers of the south.

THE SPEAKER IS CONSIDERED AN AUTHORITY ON THE SUBJECT OF HEALTH IN INDUSTRIAL ESTABLISHMENTS.

"Of particular importance to New England," said Dr. Armstrong, "is the fact that the time is coming when we shall select a community for industrial development, not only because of its railroad facilities and labor market and availability of raw materials; we shall take into consideration health conditions, death rates and illness prevalence.

"Up to the present time most of us think of health work in industry in terms of duty, of brotherliness, of justice, of advertising, or of being up-to-date. We have deceived ourselves about our underlying motives, but we have failed to deceive our workmen. This is a big cause of trouble. We have kept no detailed records of cost; we expended our health appropriations with no specific anticipation of profit. We have frequently tried something in health or welfare work that had got some one else a lot of publicity. Or, we were conscious of a certain health work as a patent medicine."

Dr. Armstrong explained that this attitude not only failed to demonstrate the value of health work from an economic point of view, but created a wrong attitude among the workers. "That is why welfare work," he said "has come to be known in some circles as 'hel fare' work.

"There are many groups of conditions hampering health which do not result in a man's stopping work entirely, but which do constantly and progressively curtail his production. Would you play your best game of golf in New Orleans in the summer? How about golf if you were covered with lices? Consider the time a man loses in scratching when infected by some of the industrial diseases. Will it pay to save him that time? Does a man in an ugly temper produce as much as a comfortable man? Is it worth while to help him stop scratching? Yes, to save yourself money.

"There is the obvious money loss due to sickness, absenteeism and turnover, but there is the less easily computable loss due to the inhibition of production following lowered attention.

"Fatigue, inattention, lack of concentration cost more than any of these. Men are irritated, even though unconsciously, by unpleasant working conditions. In many cases unpleasant conditions are unhealthful conditions.

"A healthy man likes to work, and the man who likes his job does a good job. The discontented man is the cause of high turnover costs. It is cheaper to keep a good man, to keep a trained man, on his job than to save money on light and air. Think of the things we kick about in our own offices — the ventilation, an electric fan, a reading light, a comfortable, adjustable desk chair, drinking water, even the view — all these things contribute to our efficiency."

TUXEDO COATS

There is so much virtue, genius and democracy revealed in some anecdotes, that to suppress them is a crime against humanity. The hero of such a tale, just received in Washington, is a famous Kansas editor whose name, let us say, is Black, and whose son is in Harvard.

To equip the son for Harvard cost the Black family a pretty penny for the boy had his own notions about what he would need to be presentable in collegiate society. Resistance arose in father Black's heart, however, when the son wrote from Cambridge to say that his evening clothes were quite unfit for Harvard occasions, and must be replaced by new ones. There followed many letters on this subject between father and son, culminating in a telegram from the young man which read:

"Am having dinner Friday night with young Barney Baruch; must have new tuxedo."

In the face of this grave emergency in his son's life the Kansas editor wired back:

"The twelve apostles went to dinner with a greater Jew than Barney Baruch and none of them wore a tuxedo." — *Federated Press*.

QUITE TRUE

That conditions in practically all modern industrial countries are virtually as Marx described them, with a very small percentage of the people owning 80 to 90 per cent of the total wealth, is undoubtedly true. — *Christian Science Monitor*. Yet the *Monitor* contends that Philip Snowden is "fighting a phantom" in offering his bill to abolish a system that makes this possible. At any rate, that 80 or 90 per cent is not a phantom whatever else it may be. — *New York Call*.

HERRIN RIOTERS ARE FREED

Everyone will recall the famous Herrin riots where several deaths occurred and certain miners were arrested and charged unjustly with murder. After the usual laws' delay and the insolence of office the so-called rioters and murderers have been honorably acquitted. All six of the defendants in the Herrin riots trial were found not guilty after the jury had deliberated six hours and 55 minutes.

The trial began February 12. The defendants were charged with the murder of Antonio Mullkavich, one of the 22 non-union men slain during the riots of last June.

DEAR LIVING BLAMED

In the North of France, like the rest of the world, there are strikes. Dear living is blamed for it. Workers in the metallurgical factory at Amiens have struck as a result of the refusal of employers to grant a 20 per cent increase of wages.

The strike of the metal workers at Lille appears to be approaching a settlement. The union, to which a majority of the workers belong, has accepted the employers' offer of an increase of 15 per cent.

BIG STRIKE IN SIGHT

New York is threatened with a big strike on May first unless some quick action is taken. It will tie up the whole building trade. Wage demands affecting 60,000 building trades workers directly and 55,000 indirectly will be served on employers this week, according to a decision made at the meeting of the new building trades council at its headquarters, 130 East Fifty-ninth street. The demands will be for increases of \$1 a day in some trades and \$2 in others. Failure to grant the increase, it was said, will mean a strike, and the tie-up of building construction in New York on May 1.

GAS COMPANY DISPUTE

Ottawa reports that a Board of enquiry under the Industrial Disputes Investigation Act has been established by the minister of labor in the dispute between the Winnipeg Gas Company and its employees. Only one representative has been named so far, R. S. Ward, of Winnipeg, who will act for the men. The department of labor is now in communication with the company in regard to the selection of its nominee.

Old Age Pensions

Millions for Militarism, but not one cent for the Aged.

The Truro Convention of the miners of Nova Scotia passed a resolution in favor of old age pensions. In pursuance of this resolution, Mayor Morrison of Glouce Bay and M.P.P., Mayor Muir of Westville, and Daniel O'Connell, of New Waterford went to Ottawa, to urge the necessity of old age pensions upon the Dominion Government. They were received by Premier King, James Murdoch, Minister of Labor, D. D. MacKenzie, solicitor general, M. Fontaine, M.P., for Hull, Que., Wm. Neil, M.P. from British Columbia, E. M. MacDonald, M.P. for Pictou, and our own W. F. Carroll, of Cape Breton. These gentlemen all gave nice words to the miners' delegation but said that the finances of Canada did not permit of old age pensions now.

When workers strike against the master class, they get machine guns sent against them.

The workers of Cape Breton will be interested to know that Canada's military expenditure for the coming year is in the neighborhood of fifteen millions of dollars.

Millions for soldiers against the working class, not one cent for the worker when he is cast on the junk pile of used up labor power, that is the attitude to the gentlemen who hold political office at Ottawa. — *The Maritime Labor World*.

CAPE BRETON POLICE A GOOD RECORD

There is to be no change in the watchfulness of affairs in Cape Breton. At Halifax the other day, Premier E. H. Armstrong declared in the House of Assembly that the Provincial Government did not intend under present conditions to retire one iota from the attitude it had taken in sending the provincial police to Sydney. The Government was in possession of information influencing the sending of police to Cape Breton, which he did not think it was in the public interest to make known. If the police were to be withdrawn, more sufficient reasons would have to be shown than those which had been brought forward by the Labor members from Cape Breton.

AS IT SHOULD BE

That L. R. Steel stock jobbing fraud which is now in the press and pulp even for its disgusting failure, should have a very thorough investigation. Out in British Columbia they are very strict and news comes that an enquiry has been ordered into all the facts connected with sale of stock in the L. R. Steel Company in British Columbia; Attorney General Manson announces. A full investigation will be made by the department with a view to aiding the subscribers. Other flotations recently put on the market also will be probed.

FAKE LABOR PRESS BODY

Washington, April 13.—"There is no record of the allied labor press association of Boston, Mass., says Chester M. Wright, director, American Federation of Labor information and publicity service, writing to a *La Crosse*, Wis., trade unionist.

"Persons doing business under any name other than their own in Massachusetts must register the name of their company either at the state house or at the city hall in Boston," says the publicity director. "The name of the allied labor press association is not registered. Apparently this indicates that no such organization is doing business in Massachusetts. Labor men in Boston know nothing of any such organization. The assumption is that representatives of this concern give Boston as a main office address while they are working in the west. If they were working in Boston they would give some other city as their main office address.

"It is clear that whatever may be the character of the allied labor press association it is not an organization working for the benefit of labor and it is making a misrepresentation about its place of business. If it makes a misrepresentation in this important particular it will be assumed fairly that it makes misrepresentations about other matters."

CONSIDERING A REPLY

The Committee of Sixteen and its friends are all agog, over the very candid remarks made by Recorder Geoffrion who blamed said folks for salsicous propaganda in connection with the status of Montreal with regard to the vice question. During the week the Committee of Sixteen held a meeting at the Montreal Club where Recorder Geoffrion was royally discussed. Dr. Lorne C. Gilday, chairman of the Committee presided. It is reported that some of the members were inclined to believe that the Recorder was pretty near right and so conflict of opinion opposed any reply being sent to him at once. Before any official reply could be issued it was decided to hold another meeting, but no date was fixed. No doubt the Recorder knows what he is talking about and he gave the Sixteen people a "poser" that will hold them for a while.

ARBITRATION AUTHORIZED

From Ottawa it is learned that in the dispute between the Canadian National Railways and its dining and sleeping car employees, the department of labor has authorized the formation of a board of inquiry under the Lecomte Act. David Campbell, barrister, of Winnipeg, has been chosen to represent the men on the board, while the nominee of the company is C. T. Dafeo, of Winnipeg. A chairman has not yet been selected.

Good Work



In the printing industry there are a great many factors that enter into what is known as a "good job." Everyone, whether it be a business or a labor man, that has printing done wants artistic, careful work — honest work at a reasonable price. The labor organization wants strict labor conditions in the shop that does its work besides insisting upon good work at the right price. *The Labor World* is printed in its own plant owned by The Mercantile Printing in a strictly union shop. Good work at reasonable prices is our slogan. Keep it busy. Every job counts.

GIVE US YOUR NEXT JOB

Mercantile Printing
GUS. FRANCO, Proprietor.

PUBLISHERS OF THE LABOR WORLD

9 & 11 St. Paul St. West — Montreal

DEMANDEZ LA BIÈRE POPULAIRE
ASK FOR THE POPULAR BEER
MOLSON
Brassée à Montréal depuis 137 ANS
Brewed in Montreal since 137 YEARS

N'oubliez pas d'aller écouter M. William Irvine, député ouvrier de Calgary, qui traitera de "La Politique au point de vue économique", dimanche prochain, à 7.30 h. du soir, à l'Eglise du Messie, Coin Sherbrooke et Simpson.

Assistez-y, même et surtout si vous ne partagez pas toutes les idées de M. Irvine, car c'est du choc des idées que jaillit la lumière.

Quite a Difference Between the Two

Last week, I published in our French Section, an article dealing with the position of Messrs. Woodsworth and Irvine re International Unions, in answer to a letter we had received asking us, "Why we objected to Catholic Syndicates being lead by priests and had nothing to say about protestant clergymen representing International Unions in the House of Commons of Canada."

Here is how Mr. Woodsworth appreciates my answer:

House of Commons, Ottawa, Ont., April 10th, 1923. Mr. Gus. Franceq, Editor, The Labor World, Montreal, P. Q.

DEAR SIR:—In the last issue of your paper I noticed a editorial dealing with a correspondent who had written you re the Catholic Unions. I quite agree with the position which you take in this matter, and must express my appreciation of your kindly reference to the work that Mr. Irvine and I are trying to do.

For your information, may I state that although I was at one time connected with a protestant church, I resigned some years ago, and have absolutely no church connection.

Several years ago I belonged to the International Long Shoremen's Association, Local 352, from which I took my withdrawal card when I started out to lecture and organize for the Labor Movement. The Independent Labor Party which nominated me in Winnipeg, has its doors open for members of any Union whatever; in fact for anyone who will agree with the principles and programme of the party. I believe that Labor cannot secure its rights by working on the industrial field alone, but should develop an Independent Labor Movement whose representatives on the floor of the House could do much to force the pace of the older parties. Yours sincerely, J. S. WOODSWORTH.

WILL NOT MIX

Evidently the Labor Party in Ontario is much like the Labor Party everywhere. Their aims and doings seem not to quite fit in with the views and ideals of the Trades Council in the big cities. In Hamilton, Ont., protest was made at the meeting of the Trades and Labor Council against the affiliation with the Ontario section of the Canadian Labor Party. A lively discussion resulted in the decision to submit the question to a vote of the local unions affiliated with the Trades and Labor Council. The members also decided not to join with the workers' party in the celebration of May day, believing the usual Labor Day in September sufficient.

LONGSHOREMEN GAIN

General George W. Goethals, acting as arbitrator in New York, made a wage award for longshoremen that will affect several Atlantic ports. The new rates are 70 cents an hour, instead of 65 cents, and \$1.07 instead of \$1.04 for overtime.

UNIONISM PAYS

The local Typographical union at Pontiac, Mich., has established a rate of \$40 a week for day work and \$42 for night work. This city has a population of 35,000.

HAYES RESIGNED OFFICE

Cornelius J. Hayes has resigned as general president of the Amalgamated Meat Cutters and Butcher Workmen. He held the office for two years.

TEAMSTERS RAISE WAGES

Organized teamsters of San Francisco have signed a three years' contract with the draymen's association. Wages are increased 50 cents a day for all classes of work. The new rates range from \$5.50 to \$7.50 a day, according to the vehicle.

BUILDING WORKERS GAIN

Organized carpenters of Hamilton, Ontario, have raised wages 5 cents an hour, to 80 cents. Plumbers have increased their rate from 90 cents to \$1.12-12.

BIG PROFITS IN RUBBER

From New York comes the news that the United States Rubber Company reports net profits of \$12,662,110 last year. The company has just announced a 10 per cent increase in the price of automobile tires and tubes.

HUGE ELECTRIC PROFITS

The General Electric Company, of New York, reports net profits last year of \$25,231,019. These profits are clear and are after all charges and taxes have been paid. The sale of Radio supplies and apparatus is a paying business. WGY signing off, now.

FUR WORKERS GAIN

With little signing of union agreements by two fur dealers of St. Paul, Minn., the organized workers in this industry now maintain relations with all local concerns.

STEEL WORKERS UNITE

Steel Workers Unite. Employees of the Ashtabula steel company have organized and are chartered by the Amalgamated Association of Iron, Steel and Tin Workers.

The real reason for the issuance of the injunction in labor disputes is to make an act unlawful during a strike that would be perfectly lawful at another time.

Some how or other we feel that the gentle old lady who had a seat in the Senate (of the United States) for a few minutes didn't make herself such a stranger. She had plenty of company.

TRAVEL WEST BY THE IMPERIAL

Canadian Pacific standard all the way. The "Imperial" leaves Montreal, Windsor Station, at 10.15 P.M. daily, for Winnipeg, Brandon, Regina, Saskatoon, Edmonton, Calgary, Vancouver and intermediate points.

It is composed of very modern equipment, including compartment observation car, standard sleeping cars, and the latest type of tourist cars, having all newest arrangements and amenities for convenience, comfort and economy. For full particulars, information, rates, etc., apply to any Canadian Pacific ticket agent.

Montreal ticket offices:—141-145 St. James St., Tel. Main 8125, or at Windsor, Place Viger, Westmount, Montreal West and Mile End Stations.

MURDOCK ON LABOR

When the Moose Jaw campaign for by-election was on, Minister of Labor Murdock was out there and he spoke in support of the government candidate. He attended a banquet given by the Brotherhood of Railroad Trainmen and in a speech is reported to have said: "Compulsory arbitration can never be considered or adopted."

PROJETS DE LOIS OUVRIERES AU JAPON

Le Gouvernement japonais a préparé, pour être soumis au Parlement, les projets de lois suivants affectant le travail: (1) Projet de loi modifiant la Loi des fabriques; (2) Projet de loi visant à l'administration financière séparée de la Loi de l'assurance-santé; (3) La Loi de l'assurance des marins; (4) Projet de loi modifiant la Loi des marins; (5) Projet de loi visant à l'application des décisions de la Conférence Internationale du Travail (Société des Nations) en rapport à la main-d'œuvre agricole.

AIDE A L'ETAT

Durant ces derniers mois, un certain nombre d'organisations ouvrières en Italie ont volontairement contribué aux fonds de l'Etat une certaine proportion du salaire de leurs membres obtenu en exécutant du travail supplémentaire et en versant au Gouvernement une partie ou l'entier du salaire supplémentaire ainsi gagné.

CHEZ LES BRIQUETEURS

L'union internationale No 4 des briqueteurs et maçons, de Montréal a proposé à l'élection générale de ses officiers, à son assemblée mardi soir, aux quartiers de la Construction, 417 Ontario Est. Les officiers suivants furent tous élus par acclamation: MM. J.-H. Dumore, président; Jos. Pommerleau, vice-président; G.-H. Chapman, secrétaire-archiviste; H. Olive, secrétaire financier; G. Donald, sergent d'armes; William Slaton, trésorier; MM. G.-H. Chapman, G. Donald et J. H. Dumore ont été élus syndics.

Il y eut scrutin et vote pour la charge d'agent d'affaires; étaient sur les rangs A. Martin et H. Olive. Ce dernier fut élu agent d'affaires. Une somme de \$440 a été distribuée aux membres pour pénalité du vieil âge.

Milk, Cheese, Ice Cream sales are increased! by Long Distance

"We depend on Long Distance to order milk and cream from farmers, and to find a market in the cities for butter."

"A 15 cent Long Distance call enabled us to get 12 cents more a pound for our butter in a nearby city"—writes a farmer.

"Long Distance is the cheapest way to sell ice cream."

"We purchased over \$100,000 worth of cheese by Long Distance at a cost of \$16 or .016%. This cheese we sold by Long Distance at a cost of \$30 or .03%, and never saw the buyer."

"We sell thousands of dollars of surplus milk by Long Distance."

May we tell you how Long Distance is being used to increase sales in your business?

THE BELL TELEPHONE CO. OF CANADA.



LABOR PARTY'S FIGHT CAN'T GET MORE PAY

The Labor pot is boiling and bubbling in Britain. What with fist fights in the House of Commons and Bonar Law's government being defeated, certainly new things are in evidence. It is confidently expected that Labor will be called upon to form a government very shortly and other thoughts are that Lloyd George will come back as leader. The National Council of the Independent Labor Party has issued a manifesto stating that in nominating J. Pollard as a candidate in the by-election in the Ludlow division of Salop the party has acted in the belief that Labor should fight in every possible constituency, also because it is determined to centre public attention upon the heroic struggle of the agricultural workers of the country to obtain a living wage.

The manifesto states that the party's immediate demand is a living wage for farm laborers, but the Socialist policy of co-operation is the only means of fully solving the agricultural problem.

FORTY RAILROADS EARN SIX PER CENT PROFIT

The interstate commerce commission reports that six per cent has been earned by approximately 40 railroads in the United States. There is no provision for regulating or controlling the expenditures of railroads.

None of these railroads have paid anything to the government, as provided by the Cummins-Esch Law. In some cases the amounts due are being worked out. In other cases the railroads refuse to pay any of this money and declare the law is unconstitutional.

A great hue and cry was made last July over what was declared a "defiance of government" when railroad shopmen insisted that an award by the railroad labor board could not be enforced on them.

The Lehigh & New England Railroad insists that the law is unconstitutional and refuses to turn over any part of its excessive earnings. Other roads, whose earnings are in excess of the rail return standard, likewise declare no part of the money is legally due the government.

It is clear that these railroads will not give up that money without a court fight. This means that none of the money will be paid until the court of last resort makes a decision. — The Carpenter.

Procrastination is the "thief of time". Don't put off for tomorrow what you can do today towards helping our organization reach the mark of 500,000. — The Carpenter.

MORE WAGE INCREASES

Things must be humming in the States for every day the papers announce increases in wages, which is, to say the least, comforting and encouraging to their fellow workers in Canada, where things have been so dull for so long. Thousands of textile workers throughout South Carolina began working on increased wages, raises of from ten to twelve and one-half per cent becoming effective in more than a score of cotton mills. Most of the increases followed announcement of similar action by woolen and mills in New England.

The United States census figures prove that one person in every 660 is in jail. That is to say, a large number of each 660 has not yet been caught.

Unemployed in Vancouver adopted the plan of eating at restaurants and telling the owners to send the bill to the city. Eight of their number were arrested and deported from British Columbia.

Unemployment in Denmark has been steadily dropping at the rate of about 1,000 persons per week.

TOLERANCE

Nous constatons que, dans l'Ontario, les haines de races, provoquées par le fanatisme religieux, ne sont pas parfaitement éteintes, mais il est certain qu'aujourd'hui elles ne sont pas aussi vivaces qu'elles l'étaient autrefois. On sait que la tolérance la plus entière est pratiquée dans la province de Québec et qu'il est impossible de trouver des voisins plus affables, mieux disposés à vivre en bonne intelligence avec tous, que les Canadiens français. — The Herald, Calgary.

LES FEMME Ssavantes

Un conférencier, à Maunson House, à Londres, a constaté que sur 12,697 jeunes Anglaises ayant obtenu un diplôme de l'Université d'Oxford, 637 seulement ont trouvé un mari. Une controverse s'engagea. Quelqu'un demanda un conférencier si ce résultat provenait d'une aversion manifestée par les jeunes hommes contre les femmes trop savantes. L'archevêque d'York, qui était présent, fit remarquer que de fortes études ne diminuaient en rien les grâces naturelles aux jeunes filles. Et il émit cet avis que les anciennes étudiantes d'Oxford se mariaient peu, parce qu'une culture développée les avait rendues plus difficiles. — La Patrie.

ECONOMIC BASIS OF POLITICS

Under the auspices of the People's Forum a public meeting has been called for Sunday April 15, at the Church of the Messiah when Mr. William Irvine, labor member of the Federal House for Calgary will deliver an address entitled "The Economic basis of Politics". Questions will be invited and answered by the speaker, who is well known as one of the ablest in Canada. Workers should turn out in large numbers for this event.

AVIS

Avis est par la présente donné que John Samuel McDonnell de la Cité et du District de Montréal, dans la Province de Québec, commis, fera application au Parlement du Canada, durant la présente session pour un bill de divorce contre son épouse, Dame Margaret Marie Sweet, vendue de la Cité et du District de Montréal, Province de Québec pour cause d'adultère et désertion. Daté à Montréal, Province de Québec, ce 21ème jour le février 1923. BUDYK & BUDIK, procureur du requérant, 15-16-17-18-19 inc.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY

Canadian Pacific Railway operate very frequent and convenient train services. All times shown are Eastern Standard Time. (Westbound) Leave Montreal, Windsor Station: 8.15 a.m. daily except Sunday, arriving Ottawa 11.55 a.m. 9.20 a.m. daily, arrive Ottawa 12.20 p.m. 4 p.m. daily except Sunday, arrive Ottawa 7.30 p.m. 6.35 p.m. Sunday only, arrive Ottawa 10.15 p.m. 8.15 p.m. daily, arrive Ottawa 11.20 p.m. 10.15 p.m. daily, arrive Ottawa 1.20 a.m. (Eastbound) Leave Ottawa, Union Station: 5.15 a.m. daily, arrive Montreal, Windsor Station, 8.15 a.m. 6.00 a.m. daily, arrive Montreal, Windsor Station, 9.00 a.m. 8.55 a.m. daily, arrive Montreal, Windsor Station, 10.05 p.m. 3.35 p.m. daily, arrive Montreal, Windsor Station, 6.35 p.m. 6.55 p.m. daily, except Sunday, arrive Montreal, Windsor Station, 10.25 p.m. Montreal Ticket Offices:—141-145 St. James St., Tel. Main 8125, or at Windsor, Place Viger, Westmount, Montreal West and Mile End Stations.

A GOOD RECORD

To the grinch who is always finding fault with the newspaper, it is fine to hear real statistics about the record of newspapers as to errors. "Errors in the newspapers have their origin not only in the ignorance of reporters, but also in the tremendous zeal of these same men, when they give way to a natural and overpowering tendency to color, to give merit, to enlarge and to draw upon their imagination in connection with the case they have in hand." So spoke Lee A. White, librarian of the Detroit News, before the evening session of the Ontario Library Association convention at the public library.

QUEBEC CITY AGITATION

International Labor is likely to take part in the St. Jean Baptiste procession in Quebec City, that is if they wish to, as it is reported that representatives have been invited. The decision of the Quebec St. Jean Baptiste Society to permit the members of international labor unions to walk in the procession on St. Jean Baptiste Day next June, and to carry their banners and wear their badges, has aroused a storm of protest on the part of the heads of the National Catholic Unions and of the Action Catholique, the local clerical daily.

It is stated in labor circles that the members of the National Catholic Unions will boycott the parade should the members of the international unions take part.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY

Week-End Service Between Montreal and Toronto With Compartment Car Through to Hamilton

Do you now that the Canadian Pacific operate two additional trains every week-end between Montreal and Toronto, Union Station, to which is attached a compartment car running to and from Hamilton? You can leave Montreal, Windsor Station at 11.45 p.m. (Saturday only), arrive Toronto, Union Station, at 9.00 A.M., compartment car being attached to train leaving Toronto 9.15 a.m. and arriving Hamilton 10.23 a.m. Coming this way, the compartment car is attached to train leaving Hamilton 8.30 p.m. (Saturday only), arriving Toronto Union Station 12.30 a.m. (Sunday only) and arriving Montreal Windsor Station, at 9.40 a.m.

This practically means that you can spend nearly two hours longer in either Montreal or Toronto and still arrive at a reasonable hour on Sunday morning. Meals are served in compartment car on both trains.

These trains consist of modern equipment, standard coach and electric lighted standard sleeping car and compartment cars. Intermediate stops are made only at Westmount, Smith's Falls, Hawelock and Peterboro.

HARMONY OF HELP IN INDUSTRY

A group of decent aldermen have been working hard to get more pay for the civic laborers but to no purpose. It was announced this week that no raise in wages would be granted because the City is paying more, it is claimed than private firms. Aldermanic committees have brought before the authorities what a laborer should get in order to keep his family comfortably. For some time the City has been paying its help 37 1/2 cents per hour and the minority report suggests that it be raised to 40 cents. In summer the temporary men are paid only 35 cents an hour and these rates will be maintained this season.

Le Monde Ouvrier-The Labor World

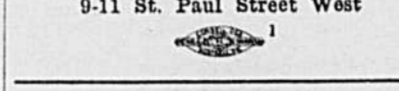
The Official Billingual Mouthpiece of Montreal Organized Workers Member of the



Menbre de la Presse Internationale Ouvrière d'Amérique

Gus. FRANCEQ, Editor and Publisher, Vice-President of the International Labor Press

9-11 St. Paul Street West



At the Playhouses

HIS MAJESTY'S DARK

Once again the chief legitimate theatre in town has to close its doors for a week for lack of an attraction. It is being made increasingly clear that Montreal is being systematically cold-shouldered by the New York producers, for reasons which are sufficiently obvious for any regular theatre-goer here to grasp without straining his mental equipment severely. Meantime, the vaudeville and the pictures go merrily on. The public is the arbiter in the final analysis.

THE PRINCESS

All attractive program is scheduled at the Princess next week when "The Sale returns here as the headline on the bill. Mr. Sale portrays on the stage the country types that James Whitcomb Riley wrote about his success in these portrayals has won him an assured position in vaudeville. Other acts on the bill are Yvette Rucel, a singer who has achieved success in London; "Star of the Future," a group of show-girls; Harry Mayo, called "the phenomenon of medicine," and well known on the concert stage; Al K. Hall and Co. in a playlet; the El Rey Sisters, dancers; Henry Moore, entertainers; and Palermo's Canines.

AT LOEWS

The feature attraction of the program at Loews' will be "Shadows," a film version of "Chin Chin, Chinaman." The cast is headed by Lon Chaney and Marguerite de la Motte, and the story is based on the old Oriental maxim of "speak no evil." The acts on the vaudeville bill are "Dance Dreams," an elaborate revue, Mr. and Mrs. Norman Phillips in a satire "The Honey-moon"; Mabel and Singer in a character comedy "Clarke and O'Neil"; singers; Jean Boydel, singer and dancer, as well as comedienne; and the Alvarez duo, who has achieved popularity in burlesque.

AT THE IMPERIAL

At the Imperial, Clarence Oliver and George Oip, recently from the ranks of the legitimate stage, will present "Wire Collect," a musical burlesque in which Harry Evanson and Bert Marks, two comedians, have the leading parts. There will be a number of vaudeville specialties. Among the other leading artists are Miss Valaska, the prima donna, who has achieved popularity in burlesque; Florence Radcliffe, comedienne, and Betty Palmer and Mildred Simons, the musical comedy duo. "Clarke and O'Neil" singers; Jean Boydel, singer and dancer, as well as comedienne; and the Alvarez duo, who has achieved popularity in burlesque.

AT THE GAYETY

Joe Levitt's "Giggles" will be the entertainment at the Gayety next week. The feature of this program is "Joytime," a musical burlesque in which Harry Evanson and Bert Marks, two comedians, have the leading parts. There will be a number of vaudeville specialties. Among the other leading artists are Miss Valaska, the prima donna, who has achieved popularity in burlesque; Florence Radcliffe, comedienne, and Betty Palmer and Mildred Simons, the musical comedy duo. "Clarke and O'Neil" singers; Jean Boydel, singer and dancer, as well as comedienne; and the Alvarez duo, who has achieved popularity in burlesque.

AT THE ALLEN

A feature of great interest and unusual novelty will be presented at the Allen next week when the English music hall classic, "A Sister to Assist 'Er," which has been turned into a motion picture, will be shown. This comedy, a socialist and a pianist in "Syncope Melody"; Count Perrone and Miss Tris Oliver, a baritone and soprano; Mary Spoor and Jack Parsons, dancers of established reputation; and Gertie Falls, in a novel posing series, opened an act which culminated in a scene akin to a railroad wreck, complete the vaudeville. "A Child for Sale" the feature picture, deals with the trials and tribulations of a poor artist living with his wife and two children in Green-wich Village.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY

Montreal-Sherbrooke Service

The Canadian Pacific Railway operate an unusually convenient and superior train service between Montreal and Sherbrooke, Que. Full service given herewith: (Eastbound) Leaves Montreal, Windsor Station: 8.30 a.m. daily arrives Sherbrooke 12.20 p.m. 12 noon daily, arrives Sherbrooke at 3.15 p.m. 4.10 p.m. daily except Sunday, arrives Sherbrooke 7.40 p.m. 7 p.m. daily, arrives Sherbrooke at 10.15 p.m. (Westbound) Leaves Sherbrooke Que.: 5.40 a.m. daily, arrives Montreal W. S., 8:55 a.m. 8 a.m. daily, except Sunday, arrive Montreal, W. S., 11:30 a.m. 9:05 a.m. daily, arrives Montreal, W. S., 12:20 p.m. 3 p.m. daily, except Sunday, arrives Montreal, W. S., 6:50 p.m. 4:50 p.m. Sunday only, arrives Montreal, W. S., 8:25 p.m. Montreal ticket offices, 141-145 St. James Street, Tel. Main 8125, or at Windsor, Place Viger, Westmount, Montreal West and Mile End Stations.

QUEBEC CITY AGITATION

International Labor is likely to take part in the St. Jean Baptiste procession in Quebec City, that is if they wish to, as it is reported that representatives have been invited. The decision of the Quebec St. Jean Baptiste Society to permit the members of international labor unions to walk in the procession on St. Jean Baptiste Day next June, and to carry their banners and wear their badges, has aroused a storm of protest on the part of the heads of the National Catholic Unions and of the Action Catholique, the local clerical daily.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY

Montreal-Sherbrooke Service

The Canadian Pacific Railway operate an unusually convenient and superior train service between Montreal and Sherbrooke, Que. Full service given herewith: (Eastbound) Leaves Montreal, Windsor Station: 8.30 a.m. daily arrives Sherbrooke 12.20 p.m. 12 noon daily, arrives Sherbrooke at 3.15 p.m. 4.10 p.m. daily except Sunday, arrives Sherbrooke 7.40 p.m. 7 p.m. daily, arrives Sherbrooke at 10.15 p.m. (Westbound) Leaves Sherbrooke Que.: 5.40 a.m. daily, arrives Montreal W. S., 8:55 a.m. 8 a.m. daily, except Sunday, arrive Montreal, W. S., 11:30 a.m. 9:05 a.m. daily, arrives Montreal, W. S., 12:20 p.m. 3 p.m. daily, except Sunday, arrives Montreal, W. S., 6:50 p.m. 4:50 p.m. Sunday only, arrives Montreal, W. S., 8:25 p.m. Montreal ticket offices, 141-145 St. James Street, Tel. Main 8125, or at Windsor, Place Viger, Westmount, Montreal West and Mile End Stations.

QUEBEC CITY AGITATION

International Labor is likely to take part in the St. Jean Baptiste procession in Quebec City, that is if they wish to, as it is reported that representatives have been invited. The decision of the Quebec St. Jean Baptiste Society to permit the members of international labor unions to walk in the procession on St. Jean Baptiste Day next June, and to carry their banners and wear their badges, has aroused a storm of protest on the part of the heads of the National Catholic Unions and of the Action Catholique, the local clerical daily.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY

Montreal-Sherbrooke Service

The Canadian Pacific Railway operate an unusually convenient and superior train service between Montreal and Sherbrooke, Que. Full service given herewith: (Eastbound) Leaves Montreal, Windsor Station: 8.30 a.m. daily arrives Sherbrooke 12.20 p.m. 12 noon daily, arrives Sherbrooke at 3.15 p.m. 4.10 p.m. daily except Sunday, arrives Sherbrooke 7.40 p.m. 7 p.m. daily, arrives Sherbrooke at 10.15 p.m. (Westbound) Leaves Sherbrooke Que.: 5.40 a.m. daily, arrives Montreal W. S., 8:55 a.m. 8 a.m. daily, except Sunday, arrive Montreal, W. S., 11:30 a.m. 9:05 a.m. daily, arrives Montreal, W. S., 12:20 p.m. 3 p.m. daily, except Sunday, arrives Montreal, W. S., 6:50 p.m. 4:50 p.m. Sunday only, arrives Montreal, W. S., 8:25 p.m. Montreal ticket offices, 141-145 St. James Street, Tel. Main 8125, or at Windsor, Place Viger, Westmount, Montreal West and Mile End Stations.

QUEBEC CITY AGITATION

International Labor is likely to take part in the St. Jean Baptiste procession in Quebec City, that is if they wish to, as it is reported that representatives have been invited. The decision of the Quebec St. Jean Baptiste Society to permit the members of international labor unions to walk in the procession on St. Jean Baptiste Day next June, and to carry their banners and wear their badges, has aroused a storm of protest on the part of the heads of the National Catholic Unions and of the Action Catholique, the local clerical daily.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY

Montreal-Sherbrooke Service

The Canadian Pacific Railway operate an unusually convenient and superior train service between Montreal and Sherbrooke, Que. Full service given herewith: (Eastbound) Leaves Montreal, Windsor Station: 8.30 a.m. daily arrives Sherbrooke 12.20 p.m. 12 noon daily, arrives Sherbrooke at 3.15 p.m. 4.10 p.m. daily except Sunday, arrives Sherbrooke 7.40 p.m. 7 p.m. daily, arrives Sherbrooke at 10.15 p.m. (Westbound) Leaves Sherbrooke Que.: 5.40 a.m. daily, arrives Montreal W. S., 8:55 a.m. 8 a.m. daily, except Sunday, arrive Montreal, W. S., 11:30 a.m. 9:05 a.m. daily, arrives Montreal, W. S., 12:20 p.m. 3 p.m. daily, except Sunday, arrives Montreal, W. S., 6:50 p.m. 4:50 p.m. Sunday only, arrives Montreal, W. S., 8:25 p.m. Montreal ticket offices, 141-145 St. James Street, Tel. Main 8125, or at Windsor, Place Viger, Westmount, Montreal West and Mile End Stations.

QUEBEC CITY AGITATION

International Labor is likely to take part in the St. Jean Baptiste procession in Quebec City, that is if they wish to, as it is reported that representatives have been invited. The decision of the Quebec St. Jean Baptiste Society to permit the members of international labor unions to walk in the procession on St. Jean Baptiste Day next June, and to carry their banners and wear their badges, has aroused a storm of protest on the part of the heads of the National Catholic Unions and of the Action Catholique, the local clerical daily.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY

Montreal-Sherbrooke Service

The Canadian Pacific Railway operate an unusually convenient and superior train service between Montreal and Sherbrooke, Que. Full service given herewith: (Eastbound) Leaves Montreal, Windsor Station: 8.30 a.m. daily arrives Sherbrooke 12.20 p.m. 12 noon daily, arrives Sherbrooke at 3.15 p.m. 4.10 p.m. daily except Sunday, arrives Sherbrooke 7.40 p.m. 7 p.m. daily, arrives Sherbrooke at 10.15 p.m. (Westbound) Leaves Sherbrooke Que.: 5.40 a.m. daily, arrives Montreal W. S., 8:55 a.m. 8 a.m. daily, except Sunday, arrive Montreal, W. S., 11:30 a.m. 9:05 a.m. daily, arrives Montreal, W. S., 12:20 p.m. 3 p.m. daily, except Sunday, arrives Montreal, W. S., 6:50 p.m. 4:50 p.m. Sunday only, arrives Montreal, W. S., 8:25 p.m. Montreal ticket offices, 141-145 St. James Street, Tel. Main 8125, or at Windsor, Place Viger, Westmount, Montreal West and Mile End Stations.

QUEBEC CITY AGITATION

International Labor is likely to take part in the St. Jean Baptiste procession in Quebec City, that is if they wish to, as it is reported that representatives have been invited. The decision of the Quebec St. Jean Baptiste Society to permit the members of international labor unions to walk in the procession on St. Jean Baptiste Day next June, and to carry their banners and wear their badges, has aroused a storm of protest on the part of the heads of the National Catholic Unions and of the Action Catholique, the local clerical daily.

THE NATURAL LAW OF CO-OPERATION IS PROGRESS

The following representative business houses are sympathetic with Labor and are interested in the welfare of not only their own help but of workers generally. They believe in the LABOR WORLD and are assisting its policies of cordial relationship between Employer and Employee.

A number of leading firms whose names do not appear in this list are friendly to Labor and have shown their sympathy in a practical way.

THEATRE ALLEN St. Catherine W. Opposite Victoria St. Le plus beau théâtre de la ville. Toujours un beau programme. Vues de premier choix. Titres en français et en anglais.

HIS MAJESTY'S THEATRE Watch daily papers for big productions coming. Prices Eye's: 50c to \$2.50. Wed. and Sat. Mat.: 50c to \$2.00.

BURLESQUE GAYETY 215 TO RAY 815. HIGH CLASS SHOWS. MATINEE EVERY DAY.

PRINCESS THEATRE HOME OF HIGH CLASS VAU